

# L'actu. transfrontalière

Le magazine #08

Rétrospective

Janvier-Juillet 2025



Dans les  
territoires  
— P02

Événements  
de la MOT  
— P13

France /  
Bilatéral  
— P18

Europe /  
International  
— P24

La doc.  
— P37



# DANS LES TERRITOIRES

MISSION DE LA MOT POUR LA BANQUE DES TERRITOIRES

## Sobriété foncière : retour sur l'atelier de Dunkerque

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025

Le 30 janvier 2025 s'est tenu à Dunkerque un atelier de partage transfrontalier sur le sujet de la sobriété foncière.

Il s'est déroulé dans le cadre d'une mission que la MOT mène pour la Banque des territoires, afin d'analyser l'impact des politiques de sobriété foncière sur le territoire transfrontalier franco-flamand, avec un focus sur le Dunkerquois et la province de Flandre occidentale.

L'atelier a réuni une vingtaine d'acteurs français et flamands travaillant sur les enjeux de développement économique, d'urbanisme et de coopération transfrontalière.

Ensemble, ils ont pu discuter et partager leur expertise sur les sujets suivants :

- Les dynamiques et caractéristiques de la consommation foncière sur le territoire transfrontalier.
- Les nouveaux cadres de la sobriété foncière mis en œuvre de part et d'autre de la frontière, et leur impact sur le développement territorial.
- Les enjeux et bonnes pratiques transfrontaliers en matière de sobriété foncière, notamment sous le prisme du développement économique.
- Les perspectives de coopération renforcée.



Alors que le territoire transfrontalier connaît une forte dynamique économique et industrielle, de nombreux enjeux sont partagés de part et d'autre de la frontière pour soutenir ce développement : la disponibilité et l'optimisation du foncier industriel et économique, les enjeux d'acceptabilité de la densification, la différence de coût du foncier (activité, habitat mais aussi agricole) entre le versant français et flamand, la préservation et valorisation des continuités écologiques transfrontalières ou encore la (re) vitalisation des villages frontaliers.

Les riches échanges ont permis aux acteurs transfrontaliers de mieux comprendre la façon dont les objectifs de sobriété foncière impactent leur développement respectif, ainsi que les actions mises en place de part et d'autre pour transformer les pratiques de l'aménagement pour y répondre. Surtout, ils ont pu mettre en lumière l'importance des sujets partagés de part



et d'autre de la frontière, ainsi que l'intérêt des acteurs à mener une coopération transfrontalière plus approfondie sur des enjeux stratégiques du territoire, notamment en matière de développement économique et d'adaptation au changement climatique.

[Plus d'infos](#) →

## La MOT en accompagnement de la Sambre Avesnois Sud Hainaut

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



Le 25 novembre 2024, à Erquelinnes en Belgique, la MOT a animé un atelier sur les mobilités transfrontalières dans le cadre de la stratégie de coopération «Sambre Avesnois Sud Hainaut». À la suite d'une

présentation par la MOT d'un diagnostic territorial sur les mobilités transfrontalières, une trentaine d'élus et techniciens des deux côtés de la frontière ont débattu des enjeux de désenclavement ferroviaire et routier pour répondre aux besoins quotidiens des populations franco-belges.

Parmi les priorités : la relance de la liaison ferroviaire entre Paris et Bruxelles en passant par Aulnoye-Aymeries et Mons (plus d'infos ici), le prolongement de la RN54 côté belge et une meilleure coordination des calendriers d'investissement dans les infrastructures routières. Du point de vue de la gouvernance, il a été proposé la mise en place d'un comité de pilotage entre la SNCF, la SNCB et les collectivités locales.

Depuis 2021, la MOT accompagne la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre, initiatrice de cette démarche stratégique. En juillet 2023, les élus français et belges se sont engagés dans une coopération organisée, au travers d'une structure souple sous la forme d'une assemblée transfrontalière appuyée par des ateliers thématiques associant élus et techniciens. La prochaine assemblée transfrontalière devrait se réunir lors de ce premier semestre 2025.

[Plus d'infos](#) →

## Un partenariat renforcé entre la Vallée d'Aoste et la Haute-Savoie

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



© Dép. 74 / L. Guette

Dans le cadre de l'amitié franco-italienne, réaffirmée par le Traité du Quirinal, la région autonome de la Vallée d'Aoste et le Département de la Haute-Savoie ont formalisé leur coopération en signant une convention de partenariat renforcé les 23 et 24 janvier 2025.

Cette initiative s'inscrit dans une volonté commune de développer des projets transfrontaliers dans des domaines variés, comme la jeunesse, l'éducation et la culture. Elle vient compléter «l'Alliance transfrontalière des Alpes du Sud» officialisée le 29 novembre 2024.

[Plus d'infos](#) →

## La MOT partenaire du projet Interreg PRISMA

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



Dans le cadre du programme Interreg VI Grande Région et de sa zone fonctionnelle SaarMoselle, la MOT est partenaire bénéficiaire du projet PRISMA («Projet d'aménagement d'information et d'observation pour un projet d'agglomération SaarMoselle») pour une durée de trois ans, de 2024 à 2026. Son objectif : lancer l'élaboration d'un projet d'agglomération transfrontalière SaarMoselle, tel qu'inscrit dans la stratégie territoriale 2027 de l'Eurodistrict. Ce processus vient en réponse à un problème concret en matière d'aménagement du territoire : malgré l'existence d'une aire urbaine ininterrompue entre Sarrebruck et les communes françaises voisines, l'absence de frontière naturelle et la présence d'un bassin de vie (où l'on travaille, consomme, se soigne, pratique des loisirs de part et d'autre de la frontière), les compétences et les

stratégies en matière d'urbanisme s'arrêtent brusquement à la frontière. Pour poser les bases d'une synchronisation transfrontalière du développement territorial, le projet PRISMA vise à analyser les données et pratiques d'aménagement du territoire existantes de part et d'autre de la frontière, «comme à travers un prisme afin d'en faire apparaître toutes les facettes». En tant que responsable d'un module de travail, la MOT assure l'animation du groupe stratégique du projet PRISMA. Ce groupe réunit plusieurs fois par an les partenaires afin de garantir une compréhension commune des enjeux et thématiques prioritaires du projet d'agglomération.

[Plus d'infos](#) →



**Marie-Antoinette Maupertuis, présidente de l'Assemblée de Corse, membre du Comité européen des Régions, vice-présidente de la MOT**



### Frontières maritimes et Traité du Quirinal : un enjeu stratégique pour la Corse

«Les frontières ne sont pas seulement des lignes sur une carte, de simples délimitations territoriales ou des points de passage. Elles incarnent une histoire, une identité et un avenir commun à construire. Elles ne séparent pas seulement, elles relient aussi.

La Méditerranée façonne notre destin insulaire et est au cœur de cette réalité. Elle est un espace de flux, d'échanges et de coopération, où se croisent des enjeux stratégiques, culturels et économiques. Pourtant, la frontière maritime franco-italienne, et plus largement l'arc nord-tyrrhénien, souffre encore d'un manque de reconnaissance institutionnelle. Le Traité du Quirinal a consacré le concept de «bassin de vie transfrontalier», mais en l'appliquant uniquement à la frontière terrestre, il a laissé la dimension maritime dans une zone d'ombre.

Le séminaire «Traité du Quirinal et frontière maritime, Corse et bassin de vie maritime

: un concept pertinent pour la coopération transfrontalière de proximité ?» qui s'est tenu à Bastia les 6 et 7 mars derniers l'a rappelé avec conviction : la Corse et ses voisins frontaliers doivent être pleinement impliqués dans les discussions qui redéfinissent notre environnement stratégique. La continuité territoriale ne saurait être pensée uniquement en termes administratifs ou terrestres ; elle doit aussi refléter la réalité des échanges humains, économiques et politiques qui façonnent l'espace maritime.

Le Traité du Quirinal, qui renforce la coopération entre la France et l'Italie, ne peut donc ignorer la position géographique et stratégique de ses îles. Entre Rome et Paris, la Corse n'est pas une périphérie, mais un pont, un espace de dialogue et de convergence.

À nous, insulaires, de faire entendre notre voix, avec détermination et ambition, pour que les espaces maritimes soient reconnus et entendus aujourd'hui et dans les politiques en cours de définition au niveau national et européen.»

## Coopération maritime : retour sur le séminaire de Bastia

PUBLIÉ EN MARS 2025

Les 6 et 7 mars 2025, s'est tenu à Bastia un séminaire intitulé «Traité du Quirinal et frontière maritime, Corse et bassin de vie maritime : un concept pertinent pour le contexte transfrontalier de coopération ?».

Organisé par l'Assemblée de Corse\*, il a réuni élus, représentants politiques, acteurs locaux et experts de la coopération transfrontalière. Jean Peyrony, directeur général de la MOT est intervenu comme «keynote speaker» et a participé à la première table.

La première journée a mis en lumière le concept de «bassin de vie maritime», avec deux tables rondes portant sur les spécificités de l'insularité et les opportunités offertes par une coopération accrue entre les territoires côtiers de la Corse, de la Sardaigne, de la Toscane et de la Riviera française, dans de nombreux domaines comme l'économie bleue, la protection de l'environnement marin, le tourisme durable, la sécurité civile et les échanges culturels, tout en se plaçant dans

le cadre du cadre du Traité du Quirinal entré en vigueur en 2023 entre la France et l'Italie.

Les tables rondes de la seconde journée ont porté sur les questions de gouvernance et de «profils juridiques» pour soutenir la coopération maritime ; et un débat politique final a porté sur «le futur de la frontière maritime franco-italienne : un regard local, national et européen» avec parmi les intervenants Marie-Antoinette Maupertuis, présidente de l'Assemblée de Corse, membre du Comité européen des Régions, Younous Omarjee, vice-président du Parlement européen en charge des îles et Olivier Baudalet, représentant de la DG REGIO.

Les conclusions de ces journées de travail devraient contribuer à renforcer le partenariat durable entre les régions concernées et à l'élaboration de stratégies communes pour le développement intégré de ce bassin de vie transfrontalier maritime, et sa meilleure prise en compte aux niveaux nationaux et européens.



\* L'événement était organisé en coopération avec l'Istituto di Studi sui Sistemi Regionali Federali e sulle Autonomie «Massimo Severo Giannini» - Consiglio Nazionale delle Ricerche (ISSIRFA) et le Programme Diplomatie Territoriale (DITER) de l'Université Côte d'Azur.

[Plus d'infos](#) →



## Une nouvelle étude pour la MOT sur la planification énergétique

PUBLIÉ EN MARS 2025

Le 3 février 2025 a eu lieu le lancement de l'étude «la planification énergétique à l'échelle du bassin de vie transfrontalier», proposée au programme de travail 2025 de la MOT et soutenue par l'Eurométropole de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg-Ortenau et la Banque des territoires.

La réunion de lancement en ligne a réuni une vingtaine d'acteurs du territoire, afin

d'échanger sur les enjeux et les objectifs de cette étude. Avec en ligne de mire les Assises Européennes de la Transition Énergétique qui se tiendront à Strasbourg entre le 24 et le 26 Juin 2025, l'enjeu de ce travail partenarial est d'apporter un changement de regard sur la planification énergétique, afin de comprendre dans quelle mesure elle peut être pensée à l'échelle transfrontalière.

- Comment fonctionne la planification énergétique de part et d'autre de la frontière du bassin de vie transfrontalier Strasbourg-Ortenau ?

- Quels sont les enjeux et objectifs de transition énergétique de part et d'autre de la frontière, et en transfrontalier ?

- Quelles sont les opportunités de coopération transfrontalière renforcée à l'échelle du bassin de vie transfrontalier en matière d'énergie ?

Autant de questions auxquelles les travaux de la MOT tâcheront d'apporter des éléments de compréhension et de solutions.

Les prochaines étapes : la MOT poursuit ses travaux d'analyse et échanges avec les acteurs du territoire, et organisera un temps de travail transfrontalier sur ces sujets dans la seconde phase de l'étude, avant de restituer les principaux éléments lors des Assises en juin.

[Plus d'infos](#) →

## Succès des troisièmes Rencontres transfrontalières de Bayonne

PUBLIÉ EN MARS 2025

La troisième édition des Rencontres transfrontalières organisée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque a réuni le 12 février 2025 experts et décideurs politiques de tout le Pays Basque et d'Europe, pour faire entendre la voix des territoires transfrontaliers dans la construction de l'Union européenne. La salle était comble avec plus de 500 participants, personnalités, experts, politiques et grands témoins réunis pour l'un des grands rendez-vous institutionnels du Pays Basque. Parmi les temps forts de cette journée dédiée à la coopération transfrontalière, la table ronde d'ouverture qui réunissait les présidents d'exécutifs et le grand témoin Alain Lamassoure, ancien ministre des Affaires européennes et du Budget, ancien député et eurodéputé, sur le thème de la décentralisation. L'occasion de réfléchir au statut des territoires transfrontaliers. Imanol Pradalès, nouveau président

du Gouvernement Basque, intervenait pour la première fois à l'ouverture de l'événement, marquant la continuité des relations transfrontalières entre la Communauté Autonome Basque et la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Miren Arzalluz était l'invitée d'honneur de ces rencontres. Figure du monde culturel au parcours européen exemplaire, elle est la future directrice du Musée Guggenheim. L'après-midi, après les discours introductifs de Joseba Erremundeguy, conseiller délégué en charge des coopérations transfrontalières, européennes et internationales de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, aux côtés de Jose Maria Aierdi, ministre de l'environnement du Gouvernement de Navarre, des échanges nourris sur la question des outils de coopération transfrontalière au service d'une montagne vivante en présence



d'élu et experts de la montagne, vivant au quotidien le transfrontalier. Enfin, une table ronde finale a réuni les maires de Bayonne, Saint-Sébastien, Pampelune, Bilbao et la première adjointe au maire de Vitoria-Gasteiz pour penser les fêtes, avec le sociologue Philippe Steiner. Une belle illustration des liens unissant les capitales de cet espace transfrontalier !

[Plus d'infos](#) →

PROJET OCDE/DG REGIO

# Focus sur l'hôpital transfrontalier de Cerdagne et le nord lorrain

PUBLIÉ EN MARS 2025

Suite à la parution du rapport final et des «blueprints» de chaque site pilote du projet «Construire des régions transfrontalières plus résilientes» porté par l'OCDE et la DG REGIO, l'Hôpital transfrontalier de Cerdagne et le Pôle Métropolitain Frontalier du Nord Lorrain – qui fait partie des sites pilotes – nous livre leur éclairage.



© Hôpital de Cerdagne

## LE CAS DE L'HÔPITAL TRANSFRONTALIER DE CERDAGNE : DIX ANS D'UNE EXPÉRIENCE TRANSFRONTALIÈRE ET DE NOMBREUX DÉFIS POUR L'AVENIR

«Le travail mené conjointement avec la MOT et l'OCDE a démontré la pertinence des coopérations transfrontalières mais également la nécessité de trouver collectivement des réponses pertinentes à des problèmes partagés à l'ensemble des frontières.»

### Spécificités du territoire :

«En ce qui concerne l'Hôpital de Cerdagne, quatre enjeux principaux ont été identifiés :

- la reconnaissance immédiate des diplômes des professions réglementées, au premier rang desquelles les médecins, au sein de l'Union européenne afin d'éviter les

procédures d'homologation excessivement longues et fastidieuses qui découragent les volontés individuelles et obèrent des recrutements ;

- la nécessité de créer un statut ad hoc pour les travailleurs des groupements européens de coopération territoriale (GECT) afin de mettre un terme à l'inégalité salariale et de promouvoir des droits sociaux équivalents ;

- l'importance de clarifier et simplifier le droit fiscal et les cotisations sociales dans les espaces transfrontaliers pour donner aux travailleurs et aux GECT une sécurité juridique qui est aujourd'hui considérablement remise en cause (même en présence d'une convention fiscale signée entre deux Etats) ;

- la possibilité de partager au quotidien les équipes et véhicules d'urgence et de secours entre la France et l'Espagne.»

### Les suites :

«Le territoire de Cerdagne et du Capcir doit plus que jamais s'affirmer comme le lieu d'expérimentation d'un droit transfrontalier spécifique (exceptionnalité, singularité et déréglementation dans certains aspects législatifs et réglementaires).»

A cet égard, un rassemblement de l'ensemble des GECT français voire européens au sein d'une instance de représentation et de lobbying unique leur permettrait de peser plus efficacement auprès des pouvoirs publics et d'être collectivement plus forts.»

Plus d'infos →



© PMFNL

### RAPPEL DU CONTEXTE :

En 2023, l'OCDE et la DG REGIO ont lancé un projet pilote intitulé «Construire des régions transfrontalières plus résilientes», dont les résultats et le rapport final ont été publiés en décembre 2024. Ce projet a concerné cinq sites pilotes situés aux frontières européennes, sélectionnés à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt. Ce travail a également abouti à la publication d'un «blueprint» pour chaque site, désormais disponible en ligne sur le site de l'OCDE.

Trois de ces sites pilotes sont situés aux frontières françaises et font partie du réseau de la MOT: l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, le GECT Alzette-Belval et le GECT Hôpital de Cerdagne.

[https://www.oecd.org/en/publications/building-more-resilient-cross-border-regions\\_d5fd3f59-en/support-materials.html](https://www.oecd.org/en/publications/building-more-resilient-cross-border-regions_d5fd3f59-en/support-materials.html)

## LE NORD LORRAIN ET SA FRONTIÈRE AVEC LE LUXEMBOURG

«Nous avons répondu à l'appel à manifestations d'intérêt de la DG REGIO par une candidature tripartite avec le GECT Alzette Belval, un organe de coopération transfrontalière franco-luxembourgeois, le Pôle Métropolitain Frontalier du Nord Lorrain, un syndicat mixte dont les membres sont des intercommunalités françaises et PRO-SUD, un syndicat de communes luxembourgeoises. Chaque partenaire de candidature mène des actions transfrontalières à son niveau. Nous avons partagé un diagnostic : même si nos échelles territoriales sont différentes, nous partageons des défis communs. Le travail mené avec l'OCDE nous a permis d'avoir une vision d'ensemble de la situation à la frontière franco-luxembourgeoise et de renforcer les échanges et les synergies entre nos structures.»

[la suite page suivante]

[suite de l'article p.6]

### Spécificités du territoire :

«Il existe une asymétrie forte entre le Nord Lorrain et le Luxembourg, avec une hausse continue du travail frontalier depuis de nombreuses années. Le développement du Grand-Duché déborde ses frontières vers les pays voisins et l'impact de la forte présence de travailleurs frontaliers est particulièrement sensible dans le nord de la Lorraine, avec des conséquences nombreuses sur la mobilité, les prix



# Du Mont-Blanc à Vintimille : trois ateliers pour identifier et résoudre les obstacles franco-italiens

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Le mois de mars a marqué une étape importante pour le projet Alcotraité sur les obstacles transfrontaliers entre la France et l'Italie.

Les trois ateliers territoriaux organisés par la MOT et par les Régions partenaires en collaboration les six PITER+ ALCOTRA ont permis au projet d'entrer dans le vif en mobilisant plus de 150 participants de l'extrémité Nord au Sud de la frontière franco-italienne.

L'objectif de ces ateliers «territoriaux» était de renforcer les synergies entre les acteurs institutionnels du Traité du Quirinal, les Régions et les territoires à la frontière afin d'identifier les obstacles transfrontaliers et d'effectuer une priorisation des défis, en partant du diagnostic réalisé en amont par les groupes de travail inter-Régions et alimenté par les résultats de la consultation en ligne sur les obstacles lancée pendant l'été 2024 (700 contributions au total). Par un travail en sous-groupes thématiques (mobilité, environnement et santé), les ateliers ont offert aux participants la possibilité

d'identifier collectivement des premières pistes de solutions pour alimenter la phase finale du projet : l'élaboration de feuilles de routes pour la résolution des obstacles dans les domaines d'intervention du projet.

Les contextes propres à chacun de ces trois espaces de coopération ont illustré la diversité des défis à surmonter pour faire de cette frontière un véritable «bassin de vie continu», comme l'affirme le récent Traité du Quirinal :

- Lors de l'atelier territorial «Nord», accueilli par la Région autonome Vallée d'Aoste en altitude sur le Mont-Blanc, le thème de la santé a été central, grâce aussi au précieux lien établi avec la dynamique autour du projet de gouvernance «Prosatif-Go» sur les coopérations sanitaires entre la France et l'Italie.

- A Montgenève, où la Région Sud et la Conférence des Hautes Vallées ont accueilli l'atelier «Centre», l'accent a été mis sur les problématiques liées à la mobilité transfrontalière (navettes routières, desserte ferroviaire, rétablissement des liaisons transfrontalières...).

cofinancer à la fois la coopération et les investissements transfrontaliers.»

### Les suites :

«Nous espérons que le rapport permettra aux élus mais également aux échelons de strates supérieures, en particulier aux États français et luxembourgeois de soutenir et de porter les initiatives communes que nous proposerons pour la mise en œuvre du plan d'actions formalisé par l'OCDE.»

Plus d'infos →



## La première Assemblée transfrontalière Sambre-Avesnois Sud-Hainaut s'est réunie à Maubeuge

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



cette installation, qui fait suite à la signature d'une convention de coopération. Depuis 2021, la MOT accompagne la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre, cheffe de file de cette dynamique, dans la mise en place d'une gouvernance souple et innovante entre l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (France) et les arrondissements de Mons, La Louvière, Charleroi et Thuin (Belgique). Cette gouvernance prend aujourd'hui la forme d'une assemblée transfrontalière adossée à des ateliers thématiques mêlant élus et techniciens. Un atelier consacré à la santé s'est d'ailleurs tenu le 28 mars à Jeumont, animé par la MOT.

[Plus d'infos](#) →

Le 11 avril 2025 marque une étape importante pour la coopération franco-belge : l'installation officielle de l'Assemblée transfrontalière Sambre-Avesnois Sud-Hainaut. La MOT était présente pour

## Six projets stratégiques dans l'Aire Fonctionnelle Ouest du Massif des Pyrénées (AFOMEF)

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

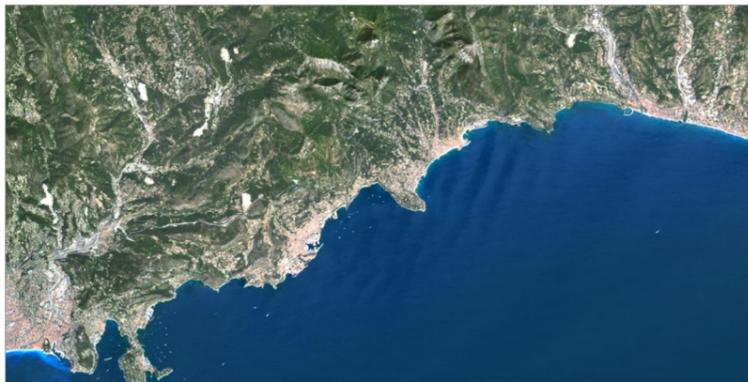
Le 20 mars 2025 à Pampelune, les représentants de l'AFOMEF ont présenté les six projets transfrontaliers retenus pour bénéficier d'un financement de 14,8 millions d'euros de fonds FEDER. Ils concernent l'emploi, la mobilité et le plurilinguisme.

[Plus d'infos](#) →



## Gestion partagée des aires marines protégées entre la France et l'Italie

PUBLIÉ EN MAI 2025



le Professeur Michele Vellano, à l'issue d'un appel d'offres. Elle vise à lever les freins juridiques et institutionnels à une gestion intégrée de ces espaces naturels d'exception, situés de part et d'autre des frontières. Confrontés à des pressions grandissantes – qu'elles soient liées aux activités humaines, à la pollution ou encore au changement climatique – les acteurs locaux (CARF, SMIAGE Maralpin, Région Ligurie, Université de Gênes) et le Département des Alpes-Maritimes, gestionnaire de la réserve

de pêche de Roquebrune-Cap-Martin, ont exprimé la volonté d'aller plus loin dans leur collaboration autour de la gestion et de la préservation de ces sites. Leur ambition : construire une gouvernance partagée et durable, capable de dépasser les divergences normatives entre les deux pays. L'étude a pour objectif d'établir un diagnostic commun, de proposer une stratégie de gestion conjointe et de concevoir un outil juridique pérenne pour encadrer cette coopération. Parmi les pistes envisagées, l'utilisation d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) sera analysée, ainsi que d'autres modèles de gouvernance, afin de déterminer la solution la plus adaptée au contexte local.

[Plus d'infos](#) →

Dans le cadre du projet CAP'M financé par le programme Interreg MARITTIMO, une nouvelle étude juridique vient d'être lancée pour favoriser une coopération transfrontalière renforcée entre la France et l'Italie autour de la préservation des aires marines protégées de Cap Martin et Capo Mortola, ainsi que par extension, la réserve sous-marine du Larvotto de Monaco. Cette étude a été attribuée à la MOT, en collaboration avec le cabinet italien Weigmann Studio Legale, représenté par

## Observ'Alp: le projet entre dans sa phase finale !

PUBLIÉ EN JUIN 2025

Les 5 et 6 juin, les partenaires d'Observ'Alp se sont réunis à Gênes pour le dernier Comité de pilotage du projet, qui se prolongera jusqu'en janvier 2026.

La rencontre a été l'occasion de faire le point sur les avancées et les prochaines étapes du projet. Désormais, la collecte de données est achevée. Au cours de la réunion, les premières versions du tableau de bord ont été dévoilées, illustrant les avancées en matière d'accessibilité aux données.

### Brochure du projet

La première brochure publique du projet, un portrait de territoire franco-italo-monégasque enrichi de cartes

et d'infographies, a également été présentée et est désormais disponible sur le site du projet. Ce travail a été réalisé par la MOT, en collaboration avec l'Agence d'Urbanisme Azuréenne, la Métropole de Nice Côte d'Azur et la Ville métropolitaine de Turin pour la collecte de données. Deux autres brochures suivront, « Un territoire plus durable et résilient » et « Un territoire plus innovant, compétitif et inclusif », avant une brochure finale résumant les résultats globaux du projet.

[Plus d'infos](#) →



Pendant le Comité d'Intelligence Collective (CIC) du 6 juin, les discussions, notamment avec l'INSEE, l'ISTAT et l'IMSEE, ont alimenté la réflexion sur une éventuelle suite au projet. Les retours d'expérience d'Observ'Alp pourraient inspirer d'autres initiatives européennes similaires, en encourageant les synergies entre projets d'observation transfrontalière.



## « Grands Reportages – Rendez-vous à la frontière – Episode 1 » : le transfrontalier sur le petit écran

PUBLIÉ EN MAI 2025

Dans cette série documentaire, TF1 nous emmène à la rencontre d'hommes et de femmes qui façonnent l'histoire des régions transfrontalières de la France. Elle retrace le parcours personnel de frontaliers qui, au cours des années, ont

créé des liens avec leurs voisins allemands, italiens, suisses, belges, espagnols, suisses, luxembourgeois. La MOT a été sollicitée pour la réalisation de ce sujet.lière».

[Plus d'infos](#) →

## Une feuille de route « Allemagne » pour la Région Grand Est

PUBLIÉ EN MAI 2025

La Région Grand Est a adopté, lors de la séance plénière du 27 mars 2025, sa feuille de route «Allemagne» 2025-2028. Elle souhaite avec cette feuille de route, « véritable stratégie de coopération transfrontalière et européenne », clarifier ses engagements et renforcer les synergies avec les Länder allemands, afin de réaffirmer son ambition d'être un territoire pilote de la coopération franco-allemande. La Feuille de route repose sur 23 actions concrètes déclinées en quatre grandes priorités :

- Accompagner les transitions et préserver la biodiversité
- Renforcer l'attractivité économique et l'innovation
- Agir pour la jeunesse et la formation
- Consolider la coopération institutionnelle

[Plus d'infos](#) →

## MEDIACONNECT : une nouvelle plateforme d'information transfrontalière franco-belge



à développer, renforcer et valoriser l'attractivité de la zone de coopération transfrontalière afin de contribuer à une plus grande cohésion sociale, touristique et culturelle dans la région franco-belge. Le projet lutte contre les frontières mentales en informant les citoyens de la région frontalière, en leur offrant des perspectives différentes quant aux questions transfrontalières et en leur

présentés en même temps sur les réseaux des trois chaînes régionales.

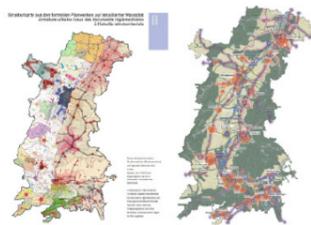
[Plus d'infos](#) →

MEDIACONNECT est un projet du programme Interreg France-Wallonie-Flandre porté notamment par l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Il vise

donnant les moyens de s'informer sur la réalité des bassins de vie transfrontaliers. Plateforme bilingue, les contenus sont

## Le Projet de territoire du Rhin supérieur est adopté

PUBLIÉ EN JUIN 2025



Après 18 mois de concertation entre acteurs français, allemands et suisses, le Projet de territoire du Rhin supérieur a été adopté. Il offre un cadre stratégique commun pour les 25 prochaines années, afin d'harmoniser les politiques d'urbanisme, de mobilité et de transition écologique dans cette région transfrontalière où les habitants franchissent quotidiennement les frontières. Mandaté par la Collectivité européenne d'Alsace avec le soutien de la Conférence du Rhin supérieur, ce projet s'appuie sur les documents de planification existants des trois pays. Les cartes Pulzse, issues de ce travail, traduisent une vision spatiale partagée à l'horizon 2050.

[Plus d'infos](#) →

## Le Grand Genève signe son 5ème « Projet d'agglomération »

PUBLIÉ EN JUIN 2025

Le 5 juin 2025, les partenaires français, genevois et vaudois du Grand Genève se sont réunis pour confirmer leur engagement dans un 5<sup>ème</sup> Projet d'agglomération. Ce document, élaboré tous les quatre ans, dessine une image à long terme du territoire franco-valdo-genevois. Il propose la réalisation coordonnée et cohérente de mesures d'urbanisation, de mobilité et d'environnement-paysage. Pour la période 2028-2032, il sollicite un cofinancement fédéral pour 56 mesures de transport public, d'interface multimodale, de mobilité douce et de réaménagement

de l'espace routier, pour un total de 536 millions de francs.

[Plus d'infos](#) →



# A-MONT : construire ensemble la stratégie transfrontalière des Alpes du Nord

PUBLIÉ EN JUIN 2025



Le 12 juin à Albertville, une journée de travail collaboratif s'est tenue dans le cadre du projet A-MONT pour définir les priorités de la future stratégie transfrontalière entre le Département de la Savoie (FR), la Région Piémont

(IT) et la Région Autonome de la Vallée d'Aoste (IT). Des élus de ces trois territoires, accompagnés par des techniciens, ont pu s'exprimer sur les enjeux et les objectifs clés pour cette zone transfrontalière.

### QUATRE GRANDS AXES :

Animée par la MOT, la journée a débuté par une présentation des travaux menés avec l'Agence Alpine des Territoires (AGATE) et le Politecnico di Torino (DIST). Cette phase d'analyse, basée sur l'étude de documents stratégiques, de projets et d'entretiens, a permis de dégager quatre axes :

- rendre le territoire plus accessible,
- augmenter l'attractivité,
- conforter la résilience du territoire et de ses activités face au défi climatique,

- « faire territoire » ensemble en renforçant la gouvernance et les échanges transfrontaliers.

Ces axes structurants ont été approfondis au cours d'un « World Café » dans l'après-midi, permettant à l'ensemble des participants de contribuer, via une rotation de groupes de travail, à l'élaboration de priorités communes pour chacune des quatre thématiques.

Un deuxième atelier, prévu pour l'automne, viendra compléter ces travaux, en identifiant des projets possibles et existants. Pour clôturer cette phase importante du projet, la stratégie commune sera accompagnée par un accord transfrontalier engageant les territoires partenaires dans une dynamique durable de coopération au service des Alpes du Nord.

[Plus d'infos](#) →

## France-Belgique : signature d'un Traité pour la gestion de l'eau

PUBLIÉ EN JUIN 2025



Le lundi 2 juin, le ministre français Jean-Noël Barrot et le ministre-président flamand Matthias Diependaele ont signé, à Hondschoote, le « Traité des Moères ». Cet accord scelle la coopération transfrontalière pour la gestion de l'eau à la frontière entre la Flandre-Occidentale et les Hauts-de-France (région de Dunkerque-Veurne-De Moeren) en fournissant un cadre solide et juridiquement contraignant. Il marque l'aboutissement du projet Interreg

Mageteaux, qui a porté sur la coordination face aux risques d'inondation et la mise en place d'une gouvernance hydraulique commune. Cette dynamique est portée par le GECT West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale.

[Plus d'infos](#) →

[Plus d'infos](#) →



## L'Appel de Dunkerque

PUBLIÉ EN JUIN 2025

L'Appel de Dunkerque du 22 mai 2025 réunit des « Villes Mémoires » pour affirmer leur engagement en faveur de la paix, du droit et de la coopération. Le texte insiste sur la coopération, par le développement de jumelages, de partenariats et de projets communs de mémoire. Ces actions locales et internationales visent à renforcer l'éducation, la culture et la solidarité face aux nationalismes et aux extrémismes. Les signataires — de Guernica à Hiroshima, de Boutcha à Ypres — incarnent une alliance mondiale de collectivités décidées à construire, au-delà des frontières, une culture de paix vivante et active.

[Plus d'infos](#) →

## Villes du Rhin Supérieur : une déclaration pour renforcer la coopération transfrontalière

PUBLIÉ EN JUIN 2025



Réunies à Strasbourg le 2 juin, 11 villes du Rhin supérieur situées en Suisse, en Allemagne et en France ont signé une déclaration commune pour réaffirmer l'importance de la coopération transfrontalière à l'échelle des collectivités locales.

[Plus d'infos](#) →

# ÉVÉNEMENTS DE LA MOT



## Retour sur la première Assemblée Générale 2025 de la MOT

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025

Avec la participation de la députée du Haut-Rhin, conseillère d'Alsace et ancienne ministre Brigitte Klinkert et de l'eurodéputé et vice-président de la MOT Sandro Gozi, la MOT a tenu sa première Assemblée Générale de l'année en visioconférence le jeudi 30 janvier.



Autour de son président, Dupessey Christian, maire de Ville d'Annemasse, vice-président d'Annemasse Agglo et président du Pôle métropolitain de Genevois français, ce sont plus de 60 participants membres du réseau qui ont répondu présents.

A l'ordre du jour :

- **Programme des actions à venir pour la MOT, échange avec les adhérents** sur leurs projets et priorités, budget et votes. Les adhérents peuvent retrouver toutes les présentations dans l'Espace membres.

- **Focus sur la mission flash confiée à Brigitte Klinkert par l'Assemblée Nationale sur «les problématiques transfrontalières pour les Français métropolitains»**



Brigitte Klinkert a expliqué l'objectif de sa mission : «il s'agit de recenser les irritants dans l'hexagone en deux mois afin d'identifier ceux qui pourront trouver une solution rapide. Les domaines sont très nombreux : santé, mobilité et financements des infrastructures, emploi et insertion professionnelle, logement dans les zones en tension, accompagnement des frontaliers, coopération policière, éducation et culture, etc. 20 millions de français et 450 000 travailleurs transfrontaliers sont concernés. Malgré cela nos territoires ne sont pas suffisamment entendus ! Je peux déjà annoncer que la nécessité d'une «entrée unique» au niveau du gouvernement est une recommandation qui remonte de tous les interlocuteurs déjà auditionnés».

- **Focus sur le nouveau règlement BRIDGEforEU, conçu pour lever les obstacles dans les espaces frontaliers, avec l'intervention de Sandro Gozi, député européen, vice-président de la MOT et rapporteur du règlement**

«Avec ce nouveau règlement, nous introduisons justement un «guichet unique»

pour chaque obstacle identifié. Pour chacun, une réponse sera apportée selon des procédures plus fluides, efficaces et sur un temps moins long. Ce guichet unique sera mis en place au niveau national, mais il pourra également y en avoir sur chaque frontière». Le règlement a été adopté définitivement au Parlement. Le processus devrait se terminer en mai.



[Plus d'infos](#) →

## MOT-ANCT : retour sur le groupe de travail observation transfrontalière

PUBLIÉ EN MARS 2025



Le 12 mars 2025, s'est tenu à Paris le groupe de travail portant sur l'observation transfrontalière. Un focus a été fait sur les enjeux du foncier et du logement. Retrouvez les trois livrables et toutes les ressources en ligne !

Organisé conjointement par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) et par la MOT, il a réuni une trentaine d'experts de l'observation et d'acteurs des territoires transfrontaliers, afin d'échanger

sur les données disponibles et sur leurs projets en cours.

La réunion s'est organisée en deux temps principaux :

**La matinée a été consacrée à la présentation des actualités concernant l'observation sur les frontières, au niveau national (ANCT, INSEE, MOT), bilatéral (notamment franco-allemand), et européen.** Ce temps a permis d'initier des échanges concernant l'inventaire de la production de données sur les différentes frontières, et leur utilisation pour améliorer les politiques publiques transfrontalières. La présentation de bonnes pratiques, et notamment de projets d'observation Interreg, a révélé un besoin

croissant de mutualisation, et d'harmonisation des données de part et d'autre de la frontière.

**L'après-midi a porté sur les enjeux d'observation en matière de logement et de foncier transfrontaliers.** Ce temps de présentation suivi d'échanges entre les différents participants a permis de mettre en lumière les difficultés que certains territoires transfrontaliers peuvent rencontrer, faisant ressortir le besoin de données relatifs à ces sujets.

Les conclusions de cette journée ont souligné l'importance de la recherche de cohérence quant à la récolte et à l'exploitation des données mais aussi le besoin de coordination entre les différentes parties. Les réseaux et les partenariats se révèlent essentiels. Une prochaine réunion du groupe de travail dont la date reste à déterminer est prévue.

**Retrouvez les différents supports de la présentation (Actus européennes et binationales ; Projets Interreg d'observation ; Enjeux fonciers et de logement) et les ressources sur l'observation et le logement/foncier sur notre site (rubrique Événements ou Observation).**

[Plus d'infos](#) →

## Lancement du groupe de travail : «Métiers en tension dans les territoires frontaliers»

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Le 12 mai 2025, la MOT a organisé la première réunion de son groupe de travail consacré aux métiers en tension dans les territoires frontaliers. Porté par Nathan Sourisseau (Grand Besançon Métropole), vice-président de la MOT délégué aux transitions économiques et à l'emploi, ce nouveau groupe vise à dresser un état des lieux des difficultés de recrutement aux frontières françaises, en vue de publier, d'ici la fin de l'année, un plaidoyer de recommandations concrètes.

**Les échanges ont mis en lumière des problématiques communes à plusieurs frontières, notamment la concurrence salariale avec les pays voisins. En particulier, les régions limitrophes de la Suisse et du Luxembourg souffrent d'un exode des travailleurs qualifiés, attirés par des salaires nettement plus élevés.**

Les données de France Travail confirment une baisse des intentions d'embauche de 12,5 % en 2025, dans un contexte de tensions persistantes dans les secteurs de la santé, du bâtiment ou encore de l'industrie. Les territoires frontaliers sont souvent plus touchés, et ce, malgré un taux de chômage parfois inférieur à la moyenne nationale.

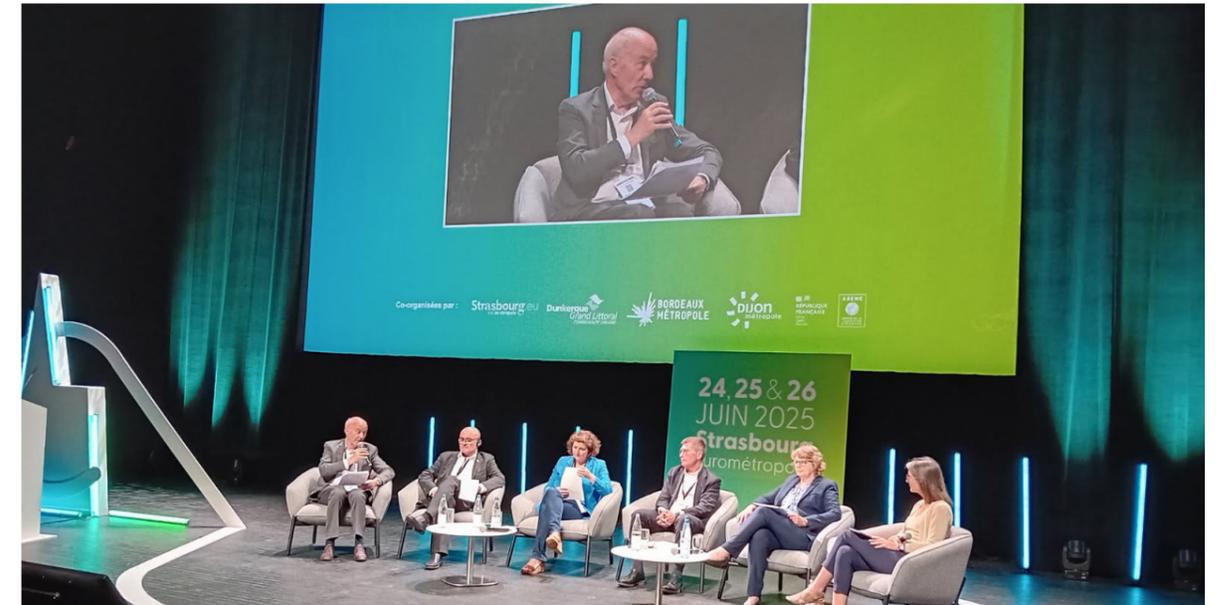
Les interventions d'acteurs locaux, tels que le Département du Nord ou l'AGURAM, ont souligné l'urgence de réponses adaptées, passant notamment par une meilleure coordination transfrontalière, le développement de formations communes et la valorisation des métiers en tension. François Gsell, industriel implanté dans le Haut-Doubs, près de la frontière suisse, a témoigné de la fuite systématique des jeunes formés localement, vers la Suisse,



dénonçant une perte nette pour les entreprises françaises, et alerté sur les effets déléterés de cette dynamique sur la compétitivité locale et la survie des PME industrielles du côté français.

La MOT entend élaborer, avec l'ensemble des partenaires concernés, une stratégie collective et concrète, fondée sur une approche ascendante, étroitement liée aux réalités locales. Une première présentation des travaux du groupe est prévue lors de l'Assemblée générale de la MOT, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet en Savoie. Une seconde réunion, programmée le 13 octobre, permettra ensuite de co-construire les pistes de solutions qui nourriront le futur plaidoyer.

[Plus d'infos](#) →



## Retour sur les Assises Européennes de la Transition Énergétique à Strasbourg

PUBLIÉ EN JUIN 2025

Du 24 au 26 juin, les Assises Européennes de la Transition Énergétique (AETE) se sont tenues à Strasbourg, territoire emblématique engagé pour la transition énergétique et l'intégration européenne. Les AETE 2025 ont donc tout naturellement accordé une attention particulière à la coopération transfrontalière. La MOT y était présente afin de mettre en lumière les enjeux énergétiques de la coopération transfrontalière aux frontières françaises et européennes.

Le 24 juin, le directeur général de la MOT, Jean Peyrony, est intervenu dans la table ronde « Développer la coopération énergétique d'une frontière à l'autre » aux côtés notamment de Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg.



**Le lendemain, la MOT a tenu un stand au sein de l'espace européen et transfrontalier des Assises,** offrant l'opportunité de dialoguer avec de nombreux participants autour des initiatives qu'elle conduit en matière de coopération énergétique transfrontalière. Parmi celles-ci figuraient notamment l'étude sur la planification énergétique à l'échelle du bassin de vie transfrontalier Strasbourg-Ortenau, ainsi que l'appel à projets concernant les communautés énergétiques transfrontalières, mené pour le compte de la Commission européenne.

**La MOT a également animé un atelier « Le bassin de vie franco-allemand Strasbourg-Ortenau : vers un territoire pilote de la transition énergétique à l'échelle transfrontalière ? ».** Les

échanges ont été illustrés par la présentation de bonnes pratiques tout en ancrant les réflexions dans le contexte local de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, en mettant en lumière les opportunités concrètes de coopération énergétique. Un tandem franco-allemand, composé d'Emeline Lafaury (Eurométropole de Strasbourg) et de Lioba Markl-Hummel (Ortenauer Energie Agentur), a apporté un éclairage précieux sur les approches respectives de la planification énergétique de part et d'autre de la frontière, soulignant l'intérêt stratégique pour ces territoires voisins de collaborer en faveur d'une transition énergétique commune.

[Plus d'infos](#) →



# Une assemblée générale au cœur des Alpes transfrontalières !

PUBLIÉ EN SJUILLET 2025



A l'invitation de deux de ses adhérents, le Syndicat du Pays de Maurienne et le Département de la Savoie, l'Assemblée générale de la MOT s'est tenue les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2025 à Aussois, dans la Vallée de la Maurienne, dans un cadre magnifique au cœur des Alpes franco-italiennes. L'événement s'est ouvert dans un contexte particulier avec de violentes intempéries qui ont causé d'importants dégâts, notamment à Modane et Bardonecchia, provoquant la coupure de la liaison ferroviaire transalpine, ce qui a compliqué l'arrivée sur place de nombreux participants. La conférence initialement prévue à Bardonecchia a dû être annulée, mais les visites et l'Assemblée générale ont été maintenues côté français.

## UNE PREMIÈRE JOURNÉE MARQUÉE PAR DES VISITES INSPIRANTES ET UNE CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION EN MONTAGNE

La première journée a débuté à Modane, avec la visite de deux lieux emblématiques des dynamiques transfrontalières en montagne :

- le Muséobar, espace vivant de mémoire autour des mobilités frontalières,
- et le laboratoire souterrain du CNRS, vitrine de la recherche scientifique dans les milieux alpins.

L'après-midi, l'Assemblée générale s'est tenue à Aussois, présidée par **Christian Dupessey**, maire d'Annemasse, président du Pôle métropolitain du Genevois français. Elle a permis de revenir sur les temps forts

de l'année, d'approuver les rapports annuels et d'accueillir les nouveaux membres : PITER+ Terres Monviso, Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon, Conseil Syndical Interrégional Hainaut Hauts-de-France West-Vlaanderen, Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais et l'Euro-Institut Pyrene. Voir la carte du réseau.

**En clôture de cette première journée, une conférence thématique a été consacrée à la coopération dans les espaces de montagne.** Avec les interventions de Jean-Claude Raffin, maire de Modane, Christiane Brunet, vice-présidente du Département de la Savoie, Emilie Bonnavart, députée, conseillère régionale de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Philippe Alpy, vice-président du Département du Doubs, Philippe Matheron, commissaire à l'aménagement du massif des Alpes, Valeria Cenacchi de la Commission européenne, elle a mis en débat la façon dont les politiques publiques, tant nationales qu'européennes, doivent répondre aux enjeux spécifiques des frontières d'altitude, tout en rappelant l'importance de renforcer la cohésion territoriale dans ces espaces où les enjeux

d'accessibilité, de gestion des risques et de développement durable sont décuplés. Plus d'infos à venir dans notre compte-rendu.

La journée s'est conclue par la visite des Forts de l'Esseillon, symboles de l'histoire militaire des frontières, aujourd'hui réinvestis comme lieux de mémoire et de coopération transfrontalière.

## A LA DÉCOUVERTE DES PROJETS LOCAUX POUR UNE «MONTAGNE SANS FRONTIÈRES»

La seconde journée a débuté par la montée en car vers le col du Mont Cenis, frontière historique franco-italienne, avec une guide du Pays d'Art et d'Histoire des Hautes Vallées de Savoie, pour une immersion au fil des siècles dans cet espace stratégique des Alpes. « Ici, la montagne ne connaît pas de frontière » est un message qui a été

porté par les élus locaux italiens et français, soulignant qu'avant 1860, le massif ne formait qu'un seul territoire. **Une réalité que les projets transfrontaliers, mis en place au service des habitants et des visiteurs des deux versants, présentés symboliquement en haut du col devant la maison franco-italienne, sont venus illustrer :**

- **Projet AMBENIS** : un tourisme durable partagé entre les deux versants
- **Projet VIALPS** : une itinérance cyclo-transfrontalière au cœur des Alpes
- **Projet TransIT** : pour un tourisme culturel durable
- **Inauguration de la navette transfrontalière du Mont-Cenis**

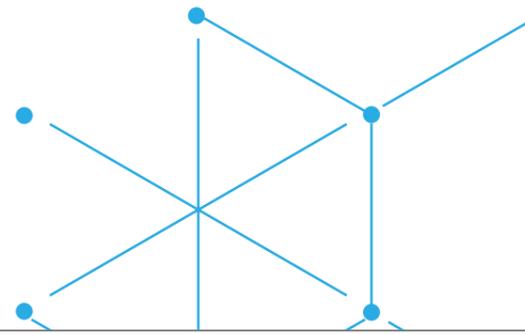
Ces deux journées ont démontré avec force que les territoires de montagne sont de véritables lieux d'échanges, de rencontres,

d'histoire commune, mais aussi de résilience, les événements survenus rappelant combien les espaces de frontières sont exposés face aux risques naturels, et soulignant plus que jamais la nécessité d'une coopération transfrontalière efficace pour prévenir, gérer et surmonter ces crises.

Plus d'infos →



# FRANCE / BILATÉRAL



## Les résultats de la réunion du CNIS

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025

Le 5 décembre 2024, a eu lieu la réunion de la commission «Territoire» du CNIS (Conseil National Statistique), à laquelle la MOT a participé.

L'objectif était d'échanger sur l'observation des territoires frontaliers et la façon de mener des comparaisons transfrontalières : comment suivre les flux et échanges existants entre deux territoires frontaliers ? Comment quantifier le phénomène frontalier et évaluer ses conséquences pour les territoires ? La séance a apporté des réponses à ces questions en dressant un état des lieux des données existantes permettant d'étudier les territoires (trans)frontaliers dans leur diversité,

et en recueillant les besoins et avis des utilisateurs de données sur ce sujet. A l'issue de la séance, la commission a formulé des recommandations à la statistique publique. Tous les documents de travail et compte-rendu des échanges ont été mis en ligne.

[Plus d'infos](#) →

### PARMI LES DOCUMENTS DE TRAVAIL MIS À DISPOSITION :

- Suivi d'avis adopté à l'issue de la séance – Les statistiques (trans) frontalières – 5 décembre 2024
- Diaporama – Les travaux transfrontaliers à l'Insee – par Guillaume Bichler et Lionel Viglino, Insee
- Diaporama – L'observation transfrontalière – par la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT)
- Diaporama – La statistique publique dans les territoires frontaliers : usages et attentes. L'exemple du Nord-Lorrain – par Michaël Vollot, AGAPE
- Diaporama – Expérience : la méta-enquête de mobilité transfrontalière – par Justin Delloye, UCLouvain
- Diaporama – Un nouvel outil cartographique sur insee.fr Découvrez la France de très près – par Lionel Janin, Insee

## Deuxième rencontre du Comité de Coopération Frontalier franco-italien en présence des deux ministres des Affaires étrangères

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025

Le 6 février 2025, s'est tenue à Nice la deuxième réunion du Comité de coopération frontalier franco-italien prévu par le Traité du Quirinal. Elle fait suite à la réunion de Turin qui s'est tenue en octobre 2023. La MOT y était présente. La rencontre était présidée par les deux ministres des affaires étrangères, Jean Noël Barrot et Antonio Tajani, en présence du maire de Nice, président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Christian Estrosi, et de nombreux élus frontaliers. Elle a permis d'échanger sur des enjeux transfrontaliers prioritaires pour le territoire : les transports, l'eau, l'environnement, la culture et la santé. Il a notamment été question de la réouverture du tunnel de Tende prévue en juin 2025, de celle de la ligne de chemin de fer du Fréjus, de la liaison maritime



Corse-Sardaigne et du développement d'écoles bilingues à Menton et à Vintimille. En matière de gouvernance, les GECT des «Alpes de la mer»

et de l'Espace Mont Blanc en cours de préparation - avec le soutien de la MOT - ont également été évoqués.

[Plus d'infos](#) →

# Le rapport sur les problématiques transfrontalières est publié ! – Interview avec Brigitte Klinkert

PUBLIÉ EN MARS 2025

Transports, logement, santé, emploi, gouvernance : autant de sujets clés abordés parmi les 55 propositions concrètes visant à «lever les obstacles du quotidien» et à «renforcer le dialogue transfrontalier». Retrouvez dans notre interview exclusive avec Brigitte Klinkert, députée du Haut-Rhin et auteure du rapport, les propositions concrètes sur ces sujets clés.



### QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU RAPPORT QUE VOUS VENEZ DE CONDUIRE ?

Ce rapport, qui a été réalisé dans le cadre d'une mission flash qui m'a été confiée par la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, se concentre sur l'ensemble des frontières de l'Hexagone et concerne, par conséquent, les 25 millions de Français vivant en zone frontalière.

Il s'agit d'un rapport riche d'une soixantaine de pages, issu d'un travail de fond, pour lequel nous avons auditionné plus de 60 personnes issues d'horizons

très divers, couvrant une grande variété de sujets et proposant plus de 50 recommandations concrètes et rapidement applicables.

**Après trois mois de travaux, il apparaît que les enjeux propres aux régions frontalières mériteraient une attention renforcée. La principale conclusion que j'en tire est la nécessité d'améliorer la gouvernance de ces questions afin que les spécificités de ces territoires soient mieux prises en compte dans les politiques publiques.** De nombreuses solutions existent, et des initiatives locales en apportent chaque jour la preuve.

### QUELLES SONT LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES FRANÇAIS VIVANT EN RÉGION FRONTALIÈRE ?

Les Français vivant en région frontalière font face à des difficultés multiples qui touchent directement leur quotidien.

**La première, qui était la plus fréquemment soulevée, concerne les transports :** l'augmentation des flux transfrontaliers et la densification progressive de ces zones ont conduit à une saturation des axes routiers. Or, les transports en commun ne parviennent pas toujours à compenser cette congestion, notamment dans les territoires ruraux, où l'offre reste limitée.

**Cette pression s'étend également au logement, en particulier aux abords des frontières suisses et luxembourgeoises.** Les écarts de salaires entre les pays ont entraîné une flambée des prix de l'immobilier, rendant l'accès au logement de plus en plus difficile pour ceux qui travaillent en France, en particulier les fonctionnaires, qui ne peuvent rivaliser avec les niveaux de rémunération pratiqués de l'autre côté de la frontière.

**L'accès aux soins représente un autre défi majeur.** Le manque d'attractivité pour les professionnels de santé, combiné à la concurrence des salaires suisses et luxembourgeois, aggrave la désertification médicale dans ces territoires. Par ailleurs,

les démarches administratives imposées par l'Assurance maladie, comme l'obligation d'obtenir un formulaire S1, allourdissent encore le parcours de soins des patients français.

**Sur le plan de l'emploi,** la reconnaissance mutuelle des diplômes demeure un obstacle important. Lorsqu'une activité se délocalise de l'autre côté de la frontière, les travailleurs peuvent se retrouver dans l'incapacité de suivre, faute d'équivalence de leurs qualifications. La barrière linguistique constitue également un frein : l'apprentissage de la langue du voisin est en recul sur l'ensemble des frontières, ce qui complique tant l'insertion professionnelle que la coopération transfrontalière.

**Enfin, au niveau local, les collectivités et les associations soulignent la nécessité d'un accompagnement renforcé par l'Etat,** notamment pour la conclusion de conventions juridiques parfois complexes. Dans ce contexte, les associations d'aide aux frontaliers jouent un rôle essentiel en apportant un soutien précieux aux citoyens. À titre d'exemple, le réseau Infobest a traité 21000 demandes en 2023, illustrant l'importance d'un appui accru et d'une prise en charge plus efficace des problématiques transfrontalières.

### QUELLES SOLUTIONS À COURT ET MOYEN TERME ONT PU ÊTRE IDENTIFIÉES ? QUELLES SONT LES PRIORITÉS ET LES SUITES QUI SERONT DONNÉES ? QUEL RÔLE POUR LA MOT ?

Pour aller plus loin et plus vite, mon rapport formule cinquante-cinq propositions opérationnelles pour lever les obstacles du quotidien et renforcer le dialogue transfrontalier.

**En matière de mobilité,** il est essentiel d'intensifier la coopération pour développer les liaisons ferroviaires transfrontalières et réduire la dépendance à la voiture. Je propose notamment la mise en place de « RER transfrontaliers » pour mieux connecter les territoires de part et d'autre de la frontière.

Concernant le logement, une adaptation du code de l'urbanisme pourrait permettre aux zones transfrontalières de déroger à certaines contraintes foncières.

**Sur la santé**, l'accès aux soins de l'autre côté de la frontière doit être simplifié. Aujourd'hui, un patient doit obtenir l'accord préalable de sa caisse pour un examen d'imagerie, même lorsque les délais sont trop longs en France. C'est un non-sens : un simple arrêté suffirait à lever cette contrainte. Il est également urgent d'accélérer la mise en place d'accords bilatéraux et de conventions entre établissements de santé.

**En matière d'emploi**, je préconise une reconnaissance simplifiée des diplômes

et la création de formations communes avec cofinancement, afin d'éviter que la France finance seule des travailleurs qui exerceront à l'étranger. L'apprentissage de la langue doit être une priorité, avec une véritable stratégie adaptée aux bassins de vie transfrontaliers, portée par l'Éducation nationale.

**Plus largement, des dérogations ciblées** doivent être mises en place, comme le permet déjà le Traité d'Aix-la-Chapelle entre la France et l'Allemagne.

**Il est indispensable de donner une envergure politique aux questions transfrontalières en confiant cette responsabilité à un membre du gouvernement, un Haut-commissaire ou un délégué interministériel. Une**

**meilleure coordination entre l'État, les collectivités et les associations de frontaliers est nécessaire. Pour cela, je propose la création d'un organe de dialogue associant les préfetures, les collectivités et les associations de frontaliers, ainsi que la mise en place d'un «pool d'expertise juridique» chargé d'accompagner la négociation des conventions bilatérales. Ce travail pourrait être confié à la MOT, qui joue déjà un rôle clé dans l'animation des politiques transfrontalières et le dialogue avec les administrations et collectivités.**

Plus d'infos →

## L'accord franco-allemand sur l'apprentissage transfrontalier est entré en vigueur

PUBLIÉ EN MARS 2025

Le projet de loi approuvant l'accord franco-allemand sur l'apprentissage transfrontalier a été adopté en France le 13 février dernier. Déjà ratifié en Allemagne en juillet 2024, cet accord permet aux apprentis français et allemands de réaliser plus facilement leur formation pratique dans les entreprises de l'autre côté de la frontière (côté allemand dans les Länder Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat et Sarre).

Ce dispositif, entré ainsi en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2025, offre un cadre juridique sécurisé aux jeunes en formation. Chaque année, jusqu'à mille apprentis pourraient bénéficier de cette opportunité, favorisant l'acquisition

de compétences dans un contexte international. Les ministères impliqués saluent cette avancée, qui marque une étape clé dans la coopération franco-allemande en matière d'apprentissage et ouvre la voie à de futurs accords avec d'autres pays frontaliers comme le Luxembourg, la Belgique et la Suisse. Le développement de l'apprentissage franco-allemand est soutenu par le Comité de coopération transfrontalière (CCT) franco-allemand, organisme né du traité d'Aix-la-Chapelle.

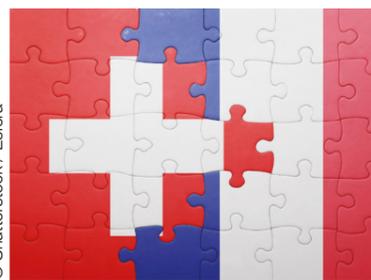
Plus d'infos →



© Monkey-Business-Images

## La MOT au 19ème dialogue frontalier franco-suisse

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



© Shutterstock / Esfera

La 19<sup>ème</sup> session du dialogue frontalier franco-suisse s'est tenue le 13 mars à Lausanne au sein de l'International Institute for Management Development. Cet évènement, qui réunit sur une base annuelle les administrations nationales et locales de la bande frontalière, a permis de faire le point sur les principaux enjeux de coopération transfrontalière.

La MOT, invitée par l'Ambassadeur pour la coopération transfrontalière Philippe Voiry à faire partie de la délégation française, a pu y présenter les résultats de l'étude

«Vision 360° du Massif du Jura : vers un diagnostic transfrontalier». Cette présentation a pu donner aux participants un aperçu concret des différents enjeux de coopération pour ce Massif partagé : gestion des ressources naturelles, différentiel d'attractivité et emploi frontalier, mobilités pendulaires, ou encore pression sur le foncier et sur l'offre de logement.

Plus d'infos →

## Un décret modifie les critères de l'offre raisonnable d'emploi (ORE) pour les travailleurs frontaliers

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



© Shutterstock / Andrey Popov

**Un décret entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2025, modifie les critères de l'offre raisonnable d'emploi (ORE) pour les travailleurs frontaliers. Ils devront désormais accepter une offre d'emploi basée sur les salaires pratiqués en France, et non sur ceux de son pays d'emploi précédent.**

Ce décret vient modifier un article du Code du travail concernant «les éléments constitutifs de l'offre raisonnable d'emploi (ORE)\*». Il concerne directement les travailleurs transfrontaliers car «pour la détermination de ces éléments la zone géographique privilégiée est délimitée au sein du territoire national et le salaire attendu est défini en cohérence avec le salaire normalement pratiqué pour l'emploi ou les emplois recherchés dans cette zone, compte tenu, le cas échéant, de l'expérience du demandeur d'emploi». Cela signifie que les chercheurs d'emploi doivent prendre comme référence le salaire médiant français et non pas le salaire qu'ils touchaient dans le pays frontalier. Les demandeurs restent toutefois libres de chercher un emploi dans le pays de leur choix. Il faut également noter qu'un refus de l'ORE à deux reprises sans «motifs légitimes» peut entraîner une radiation de France travail et une suppression des droits à l'Assurance chômage.

**À NOTER :**

Depuis l'application du règlement CE n°883/2004 du 01/05/2010, les

travailleurs frontaliers sont indemnisés par leur pays de résidence en cas de chômage, bien que leurs cotisations aient été versées dans le pays d'emploi. L'État frontalier rembourse partiellement les prestations chômage à l'État de résidence, mais cette compensation est limitée à une durée de trois à cinq mois.

**En France, cette situation génère un surcoût annuel estimé à 800 millions d'euros pour l'Unédic (cf. 77 000 demandeurs d'emplois en 2023), notamment en raison des flux croissants vers la Suisse et le Luxembourg.**

\* ORE est une offre qui correspond, pour un demandeur d'emploi donné, à son niveau de qualification et de compétences, à sa localisation géographique et au niveau de salaire normalement pratiqué dans la zone géographique de sa recherche d'emploi et à sa situation familiale/personnel.

Plus d'infos →

## La spécificité des hôpitaux frontaliers enfin prise en compte par le gouvernement français

PUBLIÉ EN MARS 2025

Fin février 2025, la sénatrice de Meurthe et Moselle, Madame Véronique Guillotin, a déposé un amendement portant sur les hôpitaux frontaliers. Celui-ci vise à accorder de nouvelles ressources aux établissements de santé frontaliers du Luxembourg et de la Suisse, en suivant le modèle des coefficients géographiques déjà employés en Corse, en outre-mer et en Ile de France. L'objectif : redonner de l'attractivité aux hôpitaux défavorisés par rapport aux établissements étrangers, avec comme problématique majeure la question du manque de personnel côté français. Les négociations sont en cours pour préciser les conditions et les termes de ce texte.

Plus d'infos →

## Le Schéma des véloroutes dépasse les frontières

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



Le Schéma national des véloroutes, avec ses 610 km de réalisés en 2024, s'inscrit dans une dynamique européenne avec l'intégration du réseau EuroVelo. Ce dernier, porté par la Fédération européenne des cyclistes (ECF), relie 17 itinéraires cyclables à travers toute l'Europe. Ces itinéraires offrent une véritable perspective internationale aux cyclistes, favorisant la mobilité douce au-delà des frontières nationales.

Plus d'infos →

### L'offre Europe du CNFPT propose de nombreuses formations dédiées spécifiquement à la coopération transfrontalière

PUBLIÉ EN MAI 2025



- «Regards croisé franco-italiens : réformes, territoires et coopération», à Marseille, 02/06/2025
- «Coopérer au delà des frontières : bien communiquer pour bien bien coopérer», à Kehl, 03/06/25
- «Coopérer par delà les frontières : réussir le management de son projet transfrontalier», à Kehl, 03/07/25
- «Coopérer par-delà les frontières : la bonne coordination d'un projet transfrontalier», à Kehl, 23/09/25
- «Le système politico-administratif allemand : réformes, territoires et coopération», à Kehl et en ligne, 09/12/2025
- «Le système politico-administratif suisse : réformes, territoires et coopération», en ligne, 09/12/2025

Plus d'infos →

De nombreuses formations dédiées aux cadres en charge de projets européens sont proposées tout au long de l'année par le CNFPT, notamment sur les politiques publiques européennes, la programmation 2021-2027, les financements, et plusieurs concernent directement la coopération transfrontalière :

## Un article académique met en avant le rôle de la MOT dans la mise en place des traités bilatéraux

PUBLIÉ EN MAI 2025

Cet article «Multiple levels, multiple streams: how border regions made it into the Treaty of Aix-la-Chapelle» porte plus spécifiquement sur le Traité d'Aix-la-Chapelle. Publié par la revue «French Politics», il permet de comprendre les processus d'élaboration des politiques transfrontalières, et le rôle qu'y jouent les «Cross level Policy Entrepreneurs» comme la MOT. La recherche s'appuie sur une analyse et des entretiens d'experts, permettant de retracer comment

la coopération transfrontalière a été intégrée au sein du Traité d'Aix-la-Chapelle, et révélant comment les acteurs des territoires frontaliers français et allemands ont joué un rôle déterminant, en utilisant les canaux de la gouvernance multi-niveaux.

Plus d'infos →

### Les enjeux transfrontaliers à destination des préfets du Grand Est

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Le 19 mars, lors de la réunion du Comité de l'Administration Régionale (CAR) à Strasbourg, les préfets de la Région Grand Est se sont réunis sous l'égide du Préfet et du Secrétariat général pour les affaires régionales et européennes (SGARE) afin d'échanger sur les enjeux clés du territoire. Un focus particulier sur les défis transfrontaliers du territoire a été mis en avant, notamment avec les interventions de Jean Peyrony, directeur général de la MOT, de Philippe Lacoste, conseiller diplomatique du Grand Est et de François Brunet, de l'INSEE.

### Un appel à contribution pour la cartographie des coopérations côtières

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Dans le cadre du Sommet des villes et des régions côtières qui se tiendra le 7 juin à Nice, les collectivités sont invitées à contribuer à une cartographie des coopérations décentralisées «côtières», soutenue par le Quai d'Orsay et portée par le Fonds mondial pour le développement des villes. Ce projet recense les initiatives liées à la gestion durable du littoral et à l'adaptation aux risques côtiers. La MOT encourage vivement les acteurs et collectivités situés en zones frontalières à répondre au questionnaire en ligne avant le 25 avril, afin de mieux valoriser les enjeux transfrontaliers dans ce domaine.

## L'importance des cours d'eau transfrontaliers mise en lumière dans un rapport de l'IGEDD

PUBLIÉ EN JUIN 2025



© Shutterstock / SF

L'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) a publié le 2 juin 2025 un rapport majeur sur la comitologie fluviale en France. Intitulé « Comitologie internationale fluviale en France hexagonale : état des lieux et nouvelles stratégies », il souligne notamment l'importance croissante des fleuves et rivières transfrontaliers avec un chapitre entier dédié (1.1.2), au croisement des enjeux diplomatiques, environnementaux

et économiques, et préconise un rôle accru pour la MOT.

Face à la complexité des cadres juridiques internationaux et à la multiplication des instances de gouvernance, le rapport dresse un état des lieux précis de la comitologie fluviale, tout en soulignant l'urgence de renforcer la coopération entre les différents niveaux d'acteurs.

#### QU'UN RÔLE POUR LA MOT ?

Dans ce contexte, le rôle de la MOT y est mis en avant : le rapport formule des recommandations précises (chapitre 3.2.4) en faveur d'une meilleure intégration de la MOT au sein des instances internationales, afin de capitaliser sur son expertise et de promouvoir une gestion plus cohérente et efficace des cours d'eau partagés.

Plus d'infos →

### Contrôles aux frontières : six députés franco-allemands plaident pour plus de souplesse

PUBLIÉ EN JUIN 2025



© EU Audiovisual Service - Johanna Leguierre

Six députés de la région rhénane — Brigitte Klinkert, Patrick Hetzel et Olivier Becht (France), Roland Theis, Yannick Bury et Thomas Gebhart (Allemagne) — ont conjointement adressé un courrier à leurs ministres de l'Intérieur, Bruno Retailleau et Alexander Dobrindt, pour plaider en faveur de contrôles frontaliers adaptés aux réalités du quotidien transfrontalier.

Face aux embouteillages générés par le renforcement des contrôles, ces

Plus d'infos →

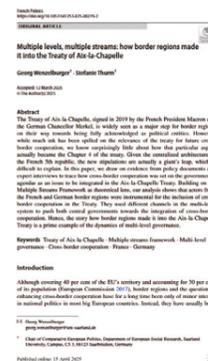


### ANCTour 2025 – Présentation de l'offre MOT, relative aux programmes nationaux de l'ANCT !

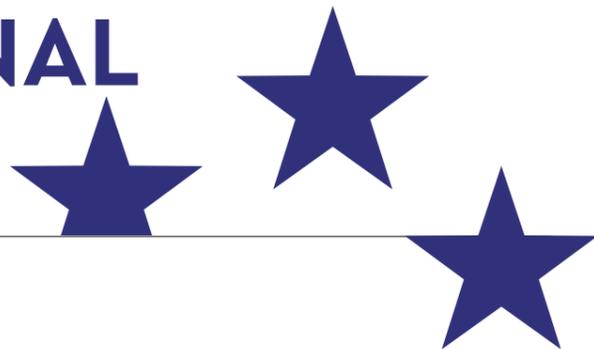
PUBLIÉ EN MAI 2025

L'ANCTour se veut un temps fort pour les acteurs de la revitalisation et du développement des territoires. L'édition de 2025, organisé autour de 6 villages thématiques permet de découvrir l'étendue de l'offre de services de l'Etat pour soutenir les territoires. La MOT y a tenu un stand afin de présenter son offre relative aux programmes nationaux de l'ANCT tels que les Petites Villes de Demain, les Villages d'Avenir et Avenir Montagne.

Plus d'infos →



# EUROPE / INTERNATIONAL



## Accords UE-Suisse : une avancée décisive pour la libre circulation et la coopération transfrontalière

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025

Après plus de dix ans de négociations, l'Union européenne et la Suisse ont conclu, le 20 décembre 2024, un ensemble d'accords visant à renforcer leurs relations bilatérales. Ces accords, qui doivent encore être approuvés par le Parlement suisse auront des répercussions sur la coopération transfrontalière franco-suisse et la libre circulation. Les relations entre l'UE et la Suisse sont régies par plus de 120 accords bilatéraux.



© iStock / SylvieSteuber

Les négociations pour un accord-cadre unique avaient été interrompues en 2021 en raison de divergences notamment sur la question de la libre circulation des personnes. Les discussions ont repris en mars 2024, aboutissant à un ensemble d'accords sectoriels visant à faciliter l'accès de la Suisse au marché intérieur européen. Ces accords prévoient notamment de faciliter les échanges économiques, sociaux, en matière d'infrastructures de transport, de coordination sanitaire, ou d'approvisionnement en énergie.

### L'UN DES POINTS CENTRAUX CONCERNE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES :

Les accords prévoient que les emplois en Suisse ne puissent être réservés uniquement aux citoyens suisses, garantissant ainsi que les travailleurs étrangers, y compris les frontaliers, bénéficient des mêmes conditions salariales que leurs homologues suisses. La Suisse a obtenu une «clause de sauvegarde» lui permettant de «suspendre temporairement cette libre circulation en cas de problèmes économiques ou sociaux majeurs». Cette clause ne devrait cependant pas affecter la mobilité des travailleurs frontaliers, très nombreux depuis la France vers la Suisse, car son activation est encadrée et devrait rester exceptionnelle. Le nouvel accord va davantage garantir les droits des frontaliers et des Suisses

expatriés : les ressortissants suisses pouvant «choisir librement leur lieu de travail et d'habitation au sein de ces pays et sont largement traités sur un pied d'égalité avec les ressortissants de l'UE/AELE». A noter également que les Suisses pourront avoir accès aux domaines de la recherche dans les programmes européens.

### ENGAGEMENT FINANCIER DANS LE DOMAINE DE LA COHÉSION :

La Suisse s'est également engagée à verser une contribution financière de 130 millions (Francs suisses) par an dans le domaine de la cohésion pour les années 2025 à 2029 ; puis de 350 millions par an de 2030 à 2036.

[Plus d'infos](#) →

## La MOT, acteur clé de la coopération transfrontalière dans l'initiative Anthedon

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



La MOT soutient la coopération transfrontalière à tous niveaux et dans le monde entier. Aux côtés d'experts UN-Habitat UNI d'Heritopolis ([www.heritopolis.org](http://www.heritopolis.org)) et de professionnels

de multiples disciplines et de divers pays, elle contribue à l'initiative Anthedon, une vision pour l'avenir de Gaza et de son intégration dans une région métropolitaine transfrontalière connectée avec Israël et les pays voisins.

Dans ce cadre, la MOT a participé début février à Paris à deux journées d'échanges. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité d'une première réunion similaire organisée en 2024, qui avait déjà permis d'amorcer un dialogue approfondi. Ces rencontres ont porté sur plusieurs thématiques transversales, allant du patrimoine à l'environnement, tout en intégrant une perspective régionale grâce aux contributions des partenaires palestiniens et des territoires voisins. Les discussions lors de la dernière réunion ont mis en lumière les avancées réalisées à ce jour.

Des sessions de travail en sous-groupes ont permis de croiser les expertises et d'enrichir les réflexions communes. La MOT a notamment présenté ses

travaux sur la gouvernance transfrontalière, en explorant six dimensions d'intégration et leurs implications pour l'avenir de la région. Ces approches s'inscrivent dans différents scénarios de développement pour Gaza.

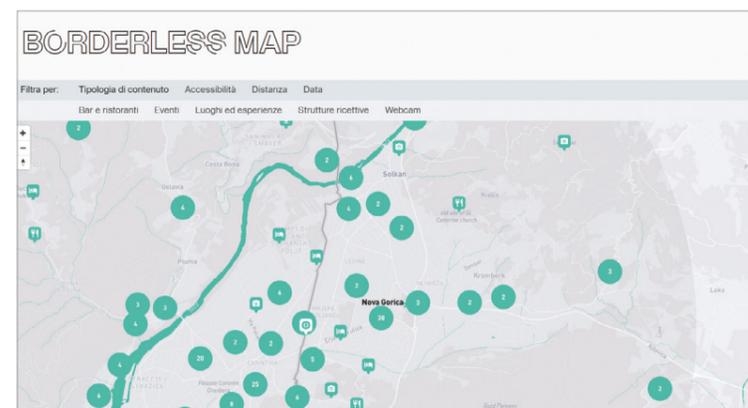
En partageant son expertise et en s'appuyant sur des études de cas, la MOT contribue à imaginer une métropole intégrée, durable et résiliente, favorisant la reconstruction, les échanges et la coopération régionale sur le long terme.

Les prochaines étapes pour Anthedon consisteront à rassembler les contributions des experts afin de produire un rapport, qui sera publié dans les semaines à venir. Par ailleurs, l'initiative Anthedon a produit un rapport concis sur les travaux menés dans le cadre du World Urban Forum WUF12, qui s'est tenu au Caire à la fin de l'année dernière.

[Plus d'infos](#) →

## Nova Gorica – Gorizia 2025, première capitale européenne transfrontalière de la Culture : une vision pour l'Avenir de l'Europe!

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



Le 8 février 2025, Nova Gorica et Gorizia, deux villes frontalières entre la Slovénie et l'Italie, ont inauguré leur nomination comme «Capitale européenne de la culture», une première transfrontalière dans l'histoire de cette initiative. Sous le slogan «GO! Borderless!», les deux villes, historiquement séparées par une frontière suite à la Seconde Guerre mondiale, souhaitent mettre en avant

«une vision commune de dépassement des frontières et de promotion de l'unité».

### Le programme culturel comprend plus de 600 événements, reflétant le thème «Go Borderless!». Il s'articule autour de quatre piliers fondamentaux :

1. conflit et réconciliation, en se concentrant sur l'histoire turbulente de la région ;

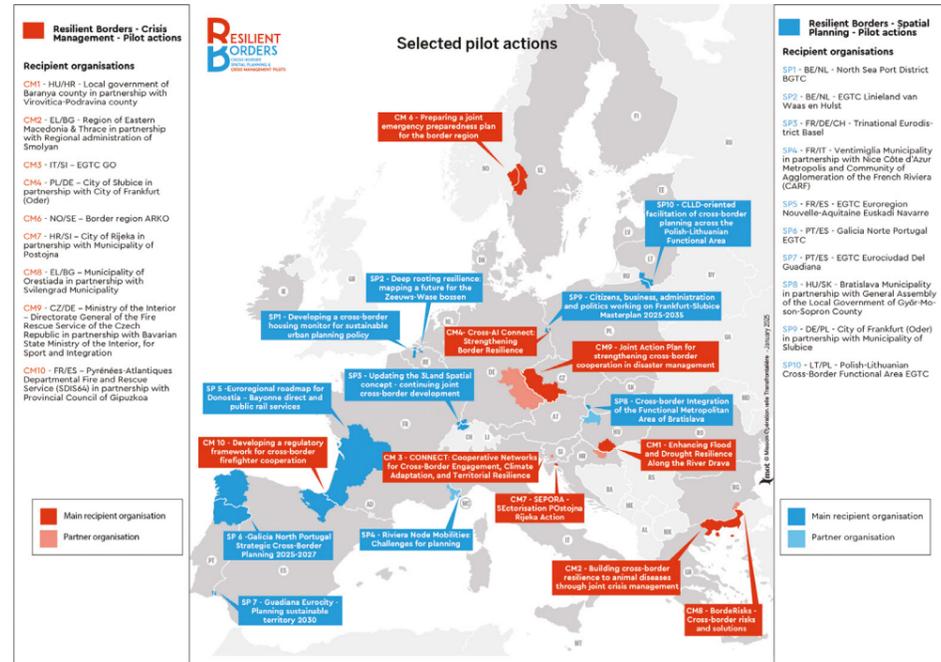
2. innovation ;
3. échange culturel transfrontalier
4. événements et activités durables et zéro déchet.

« Le projet «European Capital of Culture (ECoC) 2025» est centré sur le principe d'une frontière intentionnellement ouverte, célébrant le riche patrimoine et la diversité qui prospèrent de part et d'autre de la frontière. Le concept de «capitale sans frontières», qui sert de laboratoire vivant pour une coopération plus approfondie entre des nations ayant des systèmes politiques, des langues et des cultures différents, n'est pas seulement symbolique mais profondément pertinent dans le climat actuel. Alors que l'Europe est confrontée à une résurgence des contrôles aux frontières et à des restrictions accrues, le projet offre un contre-récit audacieux et plein d'espoir, soulignant l'urgence de favoriser l'ouverture, le dialogue et les échanges culturels ».

[Plus d'infos](#) →

# Resilient Borders : vingt actions pilotes sélectionnées

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



Le 1<sup>er</sup> février 2025 a marqué le coup d'envoi de l'initiative Resilient Borders de la DG REGIO co-gérée par l'Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE) et la MOT.

**Son objectif : aider les régions frontalières à renforcer leur résilience face aux crises, avec la sélection de vingt projets pilotes** qui vont devoir réaliser un plan de gouvernance transfrontalière répondant à un enjeu spécifique de leur territoire.

**Les projets sont répartis en deux lots : le premier sur la gestion de crise transfrontalière coordonné par l'ARFE et le second sur l'aménagement transfrontalier du territoire coordonné par la MOT.** Ils vont désormais bénéficier d'un soutien financier et d'un accompagnement pour leur mise en œuvre.

Resilient Borders s'appuie sur les enseignements issus de deux publications importantes publiées par la Commission européenne :

- Pour les actions pilotes du lot Crisis management : Commission européenne,

2024, «Strengthening the resilience of EU border regions. Mapping risks & crisis management tools and identifying gaps» (par Technopolis Group, CMCC, et Nordregio), qui peut être consultée ici : <https://futurium.ec.europa.eu/en/border-focal-point-network/news/big-news-border-focal-point-has-just-published-new-study-cross-border-disaster-risk-and-crisis>

- Pour les actions pilotes du lot Spatial planning : OCDE et Commission européenne, 2024, «Cross-border Governance Framework and Tool», accessible ici : <https://futurium.ec.europa.eu/system/files/2024-07/Draft>

Les plans d'actions pourront s'inspirer des exemples présentés pour préparer leurs propres plans conjoints de gestion de crise et mettre en œuvre des mesures conjointes d'aménagement du territoire.

Les actions pilotes retenues répondent notamment à des défis de gestion des risques environnementaux (inondations, sécheresse, incendies), de crises sanitaires, de coopération en matière de transports ou de disponibilité de logements transfrontaliers.

Les projets sélectionnés par un jury indépendant reflètent la diversité des enjeux auxquels sont confrontées les régions transfrontalières,

et ce à l'échelle de toute l'Europe. Ils s'établissent sur treize frontières différentes et réunissent vingt pays différents.

## RETOUR SUR LE WEBINAIRE DE LANCEMENT DU 27 JANVIER

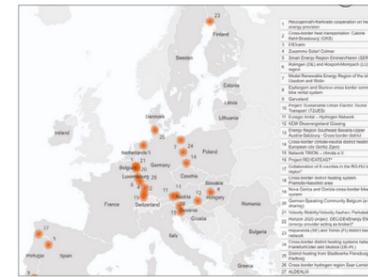
Le lancement de l'initiative a été accompagné par un webinaire commun de tous les projets, organisé le 27 janvier 2025. En présence de la DG REGIO, de l'OCDE, de Technopolis, cet événement a aussi été l'occasion pour les projets de se présenter et d'exposer les objectifs de leur actions pilotes et leur approche. Il a permis aux structures sélectionnées de se rencontrer, d'échanger et de recevoir les dernières informations sur la mise en œuvre de l'initiative et les prochaines étapes.

Les projets retenus vont maintenant passer à la phase active de développement de leur projet pilote qui s'étend de février à septembre 2025. Les projets sélectionnés et les avancées des actions pilotes impliquées seront partagés tout au long de la période du projet sur le site web de Resilient Borders.

[Plus d'infos](#) →

# «Handbook on Cross-border Energy Communities» de la Commission européenne

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



La Commission européenne a publié son «Handbook on Cross-border Energy Communities». Ce document offre un panorama large sur comment établir et gérer des initiatives transfrontalières en matière d'énergie tout en contribuant à la transition énergétique et aux objectifs de cohésion européenne. Il contient un recensement des initiatives transfrontalières mises en place dans ce domaine, avec la publication d'une carte.

A cela s'ajoute, des exemples de bonnes pratiques qui visent à être étendues à d'autres territoires transfrontaliers. L'objectif principal de ce manuel est d'apporter des solutions aux obstacles auxquels font face ces espaces tout en leur accordant une place en tant que contributeur pour le développement du futur de l'énergie dans l'Union européenne.

[Plus d'infos](#) →

# Réunion annuelle du réseau européen sur l'observation transfrontalière

PUBLIÉ EN FÉVRIER 2025



Le BBSR (Institut fédéral de la Recherche sur le Bâtiment, la Ville et le Développement Urbain du Ministère de l'Intérieur allemand) et Statistics Flanders ont organisé la réunion annuelle du réseau européen sur l'observation transfrontalière («European Network for Cross-Border Monitoring») à Bruxelles les 30 et 31 janvier 2025, à laquelle la MOT a participé.

## QU'EST-CE QUE LE «EUROPEAN NETWORK FOR CROSS-BORDER MONITORING» :

En 2018, les représentants nationaux et régionaux en charge de l'observation territoriale en Allemagne et dans ses pays frontaliers ont signé un mémorandum dans lequel ils s'engagent à travailler ensemble

l'accès aux données transfrontalières. Depuis, les membres du réseau se réunissent régulièrement pour échanger sur leurs activités, travailler activement à la définition et à l'harmonisation de données et d'indicateurs transfrontaliers, et contribuer à la diffusion de leurs résultats au niveau national et européen. L'objectif du réseau est d'améliorer le suivi territorial dans les zones transfrontalières, de faciliter l'accès aux données et de favoriser le développement de statistiques transfrontalières spécifiques.

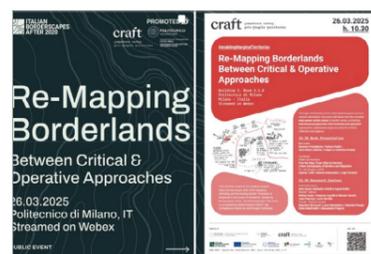
[Plus d'infos](#) →

## LORS DE L'ÉVÉNEMENT DES 30 ET 31 JANVIER, PLUSIEURS SITES RESSOURCES SUR L'OBSERVATION ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS :

- Portail de données locales de l'OCDE : <https://localdataportal.oecd.org/>
- Data Hub pour les régions frontalières de l'UE : <https://urban.jrc.ec.europa.eu/across>
- Portail de données et de connaissances d'ESPON : <https://gis-portal.espon.eu/arcgis/apps/sites/>
- Tableau de bord du BBSR sur les navetteurs arrivant en Allemagne en provenance des pays voisins : [https://www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/forschung/dashboards/\\_node.html](https://www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/forschung/dashboards/_node.html)
- INSEE - distances parcourues par les travailleurs frontaliers résidant en France : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8292201>
- Statistiques transfrontalières nordiques : <https://www.norden.eu/en/publication/nordic-cross-border-statistics>
- GIS-GR (Grande Région) : <https://www.sig-gr.eu/fr/html>
- IBA-OIE (Grande Région) : <https://www.iba-oie.eu/>
- GeoRhena (SIG Rhin supérieur) : <https://www.georhena.eu/de/>
- Plus d'infos : <https://www.bbsr.bund.de/BBSR/EN/research/specialist-articles/spatial-development/network-crossborderdata/main.html#9>



## «Re-Mapping Borderlands» : un séminaire met en avant le rôle de la cartographie pour comprendre les territoires de frontières



PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Jean Peyrony, directeur général de la MOT, a partagé l'expertise de celle-ci en matière de cartographie de la coopération transfrontalière multi-niveaux pour renforcer la cohésion territoriale. Cet événement était organisé dans le cadre d'un projet de recherche européen portant sur les frontières italiennes, «Italian Borderscapes after 2020», financé par le programme Next Generation EU, qui vient de publier un premier rapport, spécifiquement consacré à la frontière franco-italienne :

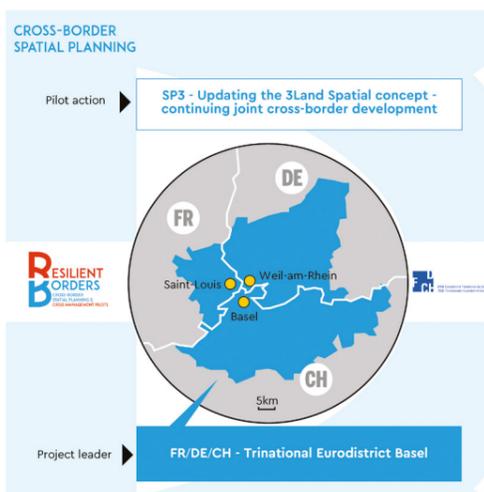
«Italian Borderscapes After 2020: Mapping, Unfolding, Re-Framing Border Territories in Response to the Covid-19 Pandemic: 01.c Fieldwork Report: Italo-French Border»

Les partenaires du projet :  
 Politecnico di Milano – Department of Architecture and Urban Studies (DASTU)  
 Free University of Bozen-Bolzano (unibz) – Faculty of Design and Arts  
 Consiglio Nazionale delle Ricerche – Istituto di Studi sui Sistemi Regionali, Federali e sulle Autonomie (CNR – ISSIRFA)

[Plus d'infos](#) →

## Resilient Borders : retrouvez les 19 sites pilotes et leurs ambitions

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



prennent forme sur le terrain. Découvrez la description de chaque action pilote dans nos vignettes !

La MOT accompagne les dix sites pilotes du lot «aménagement du territoire», tandis que l'ARFE appuie les sites du lot «gestion des crises». Le mois de mars a été l'occasion pour l'équipe de la MOT d'échanger avec l'ensemble des sites pilotes du volet aménagement sur leurs premières avancées et de répondre à leurs préoccupations.

Parmi les premières réussites :  
 - une rencontre entre les maires hongrois et slovaques de la métropole de Bratislava et du Comté de Győr-Moson-Sopron, coopérant ensemble pour la première fois sur un projet,

- la réalisation de plusieurs workshops par le GECT Aire Fonctionnelle Polono-Lithuanienne avec des Groupes d'Actions Locaux (GAL), ce qui leur a permis de rencontrer les acteurs du territoire et d'expérimenter l'approche

de développement local mené par les acteurs locaux (CLLD),

- une rencontre du groupe intermunicipal Urbanisme et Aménagement du Territoire de l'Eurocité du Guadiana pour analyser les schémas d'aménagement des trois villes concernées par le projet.

Une description de l'ensemble des projets sélectionnés vient d'être publiée sur le site web du projet. Chaque action pilote est détaillée avec ses objectifs et les activités prévues tout au long de la période. Les publications s'accompagnent de petites vignettes réalisées par la MOT qui illustre la diversité des territoires (villes, métropoles, régions), ainsi que des cartes des deux lots.

Enfin, le 35<sup>ème</sup> Interreg Annual Event qui s'est tenu à Gorizia (Italie), les 27 et 28 mars 2025 a été l'occasion de présenter au travers d'un stand les projets sélectionnés.

[Plus d'infos](#) →

L'initiative européenne Resilient Borders, coordonnée par la MOT et l'ARFE avec le soutien de la DG REGIO, accompagne depuis février 2025 19 sites pilotes situés en régions frontalières. L'objectif : élaborer des plans d'action concrets en matière d'aménagement du territoire ou de gestion coordonnée des crises. Deux mois seulement après leur lancement, les premières actions

## Retour sur Interreg GO!: la MOT présente à cet événement européen incontournable

PUBLIÉ EN AVRIL 2025



Les 27 et 28 mars, l'événement Interreg GO! s'est tenu à Gorizia (Italie) et Nova Gorica (Slovénie), première capitale européenne de la culture transfrontalière. Cette édition, qui était également l'occasion de fêter les 35 ans d'Interreg, a permis de réfléchir à l'avenir de la politique de cohésion post-2027, dans un contexte marqué par de profonds bouleversements géopolitiques et territoriaux.

Un des temps forts a été la restitution des résultats d'une consultation menée auprès de plus de 15 000 participants, comprenant des représentants de programmes Interreg, des parties prenantes et des citoyens. Cette vaste consultation était une première dans le cadre d'Interreg. La démarche a été soutenue par un «toolkit» dédié à la mise en œuvre des consultations publiques, finalisé fin 2023 et discuté lors de l'événement annuel Interreg à Saint-Jacques-de-Compostelle la même année, auquel la MOT avait contribué.

Les résultats des consultations\* et les discussions à Gorizia ont souligné la persistance d'obstacles freinant la coopération transfrontalière : différences

[Plus d'infos](#) →

administratives, barrières linguistiques, inégalités socio-économiques entre régions voisines ou encore des cadres juridiques incompatibles (mis en évidence par le projet «Justice sans frontières» sur la frontière franco-allemande, qui a remporté le prix du public de l'Interreg Slam). La nécessité de pérenniser et de déployer à plus grande échelle les solutions expérimentées dans le cadre d'Interreg a également été affirmée. Lors des consultations, de nouvelles priorités en matière de défense et de sécurité ont émergé, complétant les discussions en mettant l'accent sur l'importance de la cohésion et de la coopération face aux nouveaux défis géopolitiques.

Ce thème transversal s'est imposé : dans un monde instable, la coopération est plus que jamais un outil stratégique de cohésion, de résilience et de paix. La célèbre formule attribuée à Bastiat — «Quand les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront» — a résonné dans les échanges, en écho aux crises actuelles et à la guerre en Ukraine.

\*Interact a publié des rapports sur les consultations des programmes Interreg (découvrez-les ici), et les résultats de toutes les consultations devraient être présentés dans un rapport complet sur le post-2027, qui sera publié dans les mois à venir.

## Le projet Alcotraité dans les «Stories of European Cooperation»

PUBLIÉ EN MAI 2025

La MOT a rédigé un article dans la dernière édition des «Stories of European cooperation» écrits par les volontaires IVY et publiés par Interact : «Alcotraité : Strengthening cross border cooperation and governance».

Financé par le programme Interreg ALCOTRA, le projet Alcotraité réunit les cinq régions autour de la frontière terrestre franco-italienne et la MOT pour identifier les obstacles à la coopération et y proposer des solutions concrètes.

[Plus d'infos](#) →



## Interreg post-27 : les résultats d'une vaste consultation publiés

PUBLIÉ EN MAI 2025



Le rapport de la Commission européenne sur Interreg post-27 résume l'une des plus grandes consultations organisées sur la coopération territoriale européenne. Plus de 10 000 citoyens et organisations y ont participé, dont plus de 5 000 citoyens des zones frontalières.

Les résultats montrent que si la vie dans les territoires frontaliers offre des avantages évidents, tels que des opportunités

économiques, des échanges culturels et des services partagés, des obstacles importants persistent, notamment des défis juridiques, linguistiques et infrastructurels. Les barrières linguistiques et administratives peuvent compliquer davantage la faible participation des citoyens aux décisions politiques et le manque d'adaptation des services publics. Dans plusieurs zones de programme, les défis liés à l'éloignement des grands centres nationaux et des pôles d'activité sont encore plus importants en raison du relief ou des frontières maritimes, ce qui est exacerbé par le manque de mobilité.

Il est intéressant de noter que, par rapport aux frontières extérieures, les citoyens et parties prenantes de certaines frontières terrestres les plus intégrées de l'UE perçoivent un peu moins la frontière comme une opportunité. Cela étant dit, Interreg est considéré comme «essentiel» pour relever les défis actuels (changement climatique, mobilité, services publics, etc.), et sa poursuite et son extension au-delà de 2027 bénéficient d'un fort soutien de la population.

[Plus d'infos](#) →

## BIG Summer institutes

PUBLIÉ EN MAI 2025

Le programme de recherche Borders in Globalization (BIG) de l'Université de Victoria propose une nouvelle série de ses «Summer Institutes» qui se tiennent en juillet sur le thème «Exploring Borders in the 21st Century». Neuf sessions totalement hybrides se tiendront sur la gestion des frontières : droit frontalier, commerce, mobilité, sécurité, intelligence artificielle. La participation s'effectue en ligne ou en présentiel et amène à la délivrance d'une certification.

### WEBINAIRE «STRATEGIC LEADERSHIP AND CHANGE MANAGEMENT»

Le 7 mai 2025, le directeur général de la MOT, Jean Peyrony, était l'invité du webinaire organisé par BIG. Les échanges ont été l'occasion d'aborder les principaux enjeux de la coopération transfrontalière aux frontières françaises.

# Interview avec le député Sandro Gozi, rapporteur du règlement BRIDGEforEU et vice-président de la MOT

PUBLIÉ EN MAI 2025



© European Union 2022 - Source : EP.

et à la prestation de services publics transfrontaliers. Je suis convaincu que la création de points de coordination transfrontaliers et l'application volontaire des dispositions du Règlement favoriseront un dialogue plus structuré et fructueux entre les autorités publiques, les citoyens et les entreprises. Cela est essentiel pour assurer une meilleure compréhension des dynamiques transfrontalières et, par conséquent, pour promouvoir des stratégies de développement différenciées et adaptées.

membres sur la coopération transfrontalière (par exemple les traités d'Aix-la-Chapelle, du Quirinal, ou de Barcelone). Cela renforcerait l'activité des groupes de travail thématiques et la visibilité des enjeux transfrontaliers dans le cadre des sommets ministériels.

### COMMENT LE PARLEMENT EUROPÉEN ACCOMPAGNERA-T-IL SA MISE EN ŒUVRE ? ET QUEL RÔLE LA MOT POURRAIT-ELLE JOUER DANS CE PROCESSUS ?

La création rapide de points de coordination est essentielle si nous voulons contribuer positivement à l'achèvement du marché intérieur dans cette phase géopolitique particulièrement complexe.

Le Parlement européen continuera à promouvoir l'utilisation du Règlement à promouvoir l'utilisation du Règlement par un nombre croissant d'États membres et de régions. Dès avant le début des négociations, je me suis engagé à prévoir des mesures et des incitations à l'utilisation du Règlement dans l'attente de son entrée en vigueur. L'année dernière, j'ai ainsi proposé et obtenu l'approbation d'un projet pilote mettant à disposition 4 millions d'euros du budget européen en faveur des États membres décidant d'établir des points de coordination transfrontaliers. Ces fonds soutiendront les États membres dans la désignation immédiate de ces points de coordination et permettront de réduire les charges administratives pesant sur les budgets nationaux ou régionaux.

La MOT (Mission Opérationnelle Transfrontalière) serait un candidat idéal pour exercer le rôle de point de coordination transfrontalier en France. Elle est fortement ancrée dans les territoires et, depuis près de trente ans, elle favorise l'échange de bonnes pratiques et de solutions en vue de promouvoir l'intégration des bassins transfrontaliers.

[Plus d'infos](#) →

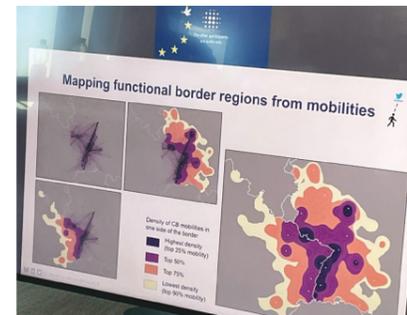
# La MOT à l'atelier du JRC sur la mesure des flux transfrontaliers

PUBLIÉ EN MAI 2025

Les 15 et 16 mai à Ispra, en Italie, la MOT a participé à l'atelier «Measurement of Flows Across the Internal Borders of the EU» organisé par le Joint Research Centre (JRC) de la Commission européenne. La présentation de la MOT a porté sur «L'observation transfrontalière : enjeux et défis», mettant en lumière son expertise et ses propositions pour améliorer les données et l'analyse des dynamiques à l'œuvre dans les régions frontalières. Réunissant chercheurs, producteurs

de données et décideurs, l'atelier a exploré de nouvelles approches, allant des statistiques traditionnelles aux données issues de la téléphonie mobile et des réseaux sociaux, pour mieux comprendre les flux et soutenir les bassins de vie transfrontaliers.

[Plus d'infos](#) →





# Vers des Communautés Énergétiques Transfrontalières

PUBLIÉ EN MAI 2025

Le 1<sup>er</sup> mai 2025 la MOT et l'ARFE ont lancé un projet européen consacré aux Communautés Énergétiques Transfrontalières (Cross-border Energy Communities - CBEC). Soutenu par la DG REGIO, il vise à accompagner, avec un soutien technique par REScoop.eu, le développement de communautés énergétiques dans les territoires frontaliers. Découvrez notre flyer de présentation !

L'objectif du projet est d'encourager l'émergence ou la structuration de communautés énergétiques transfrontalières (CBEC), et de renforcer la dimension transfrontalière de celles déjà implantées dans un territoire frontalier (Q-CBEC). Le projet s'inscrit dans le prolongement direct de la publication de la Commission européenne EU Handbook on Cross-Border Energy Communities publiée en janvier 2025.

## QU'EST-CE QU'UNE CBEC (COMMUNAUTÉ ÉNERGÉTIQUE TRANSFRONTALIÈRE) ET UNE Q-CBEC (COMMUNAUTÉ ÉNERGÉTIQUE QUASI-TRANSFRONTALIÈRE) ?

Dans le cadre du Pacte Vert européen, les communautés énergétiques citoyennes sont devenues un outil clé de la politique énergétique européenne pour encourager la décarbonation locale des territoires.

Les communautés énergétiques permettent aux citoyens, collectivités locales et PME de s'unir pour produire, partager, distribuer, stocker ou gérer collectivement de l'énergie, le plus souvent renouvelable, ou proposer des services liés à l'efficacité énergétique.

Les communautés énergétiques sont généralement divisées entre communautés énergétiques renouvelables (CER) et communautés énergétiques citoyennes (CEC).

**L'émergence de ces communautés dans les territoires transfrontaliers reste complexe en raison d'obstacles techniques, juridiques ou administratifs. Le Handbook publié par la Commission européenne dresse un état des lieux des communautés énergétiques dites transfrontalières (CBEC), ou quasi-transfrontalières (Q-CBEC), c'est-à-dire portées par une structure transfrontalière ou regroupant des acteurs, des activités ou des financements provenant des deux côtés d'une frontière. Il identifie aussi les principaux obstacles et propose une méthodologie pour les surmonter.**

## UN APPEL À PROJET LANCÉ EN JUILLET 2025

Le projet européen CBEC porté par la MOT et l'ARFE mobilise les connaissances produites dans le Handbook pour soutenir les territoires frontaliers dans la création ou le renforcement de communautés énergétiques transfrontalière, et quasi-transfrontalière. Au travers d'un appel à projet, sept projets pilotes (pilot actions) seront sélectionnés et bénéficieront d'un accompagnement technique et financier pour créer ou développer leur communauté énergétique transfrontalière. Au-delà du soutien financier, les projets pilotes seront accompagnés techniquement par REScoop.eu, réseau européen de référence sur les communautés énergétiques. À travers d'ateliers, de webinaires, d'échanges de pratiques et d'un appui technique personnalisé, REScoop.eu accompagnera les pilotes pour structurer ou consolider leur communauté.

L'appel s'adresse à des projets portés par des structures transfrontalières ou des partenariats d'acteurs situés de part et d'autre d'une même frontière. Les structures doivent être implantées dans une région NUTS 3 située le long d'une frontière (voir carte dans le flyer de présentation).

Chaque pilote devra produire une feuille de route définissant les prochaines étapes pour faire progresser sa communauté en suivant l'échelle LICHT, une méthodologie d'implantation développée par Rescoop.eu.

L'appel à projet ouvre en juillet 2025 et se clôture courant novembre 2025. La MOT et l'ARFE sélectionneront ensuite les sept pilotes. Pour toute question : cbec(at)mot.asso(dot)fr

Un flyer de présentation ainsi qu'une carte indicative des zones frontalières NUTS3 sont disponibles.

Plus d'infos →

**Appel à projet pour des Communautés Énergétiques Transfrontalières**

Ouverture d'un appel à projet en juillet 2025 pour sélectionner 7 projets pilotes de Communautés Énergétiques Transfrontalières.

Il s'agit d'une initiative, financée par la Commission Européenne, coordonnée par la MOT, l'ARFE, et accompagnée par REScoop.eu.

Une Communauté Énergétique Transfrontalière (CBEC) ou une Communauté Énergétique quasi-transfrontalière (Q-CBEC) est une "communauté d'énergies renouvelables" ou une "communauté citoyenne d'énergie" de nature transfrontalière. (Définition détaillée dans le EU Handbook - voir QR code)

**Aire géographique de l'appel à projet :** les régions NUTS3 situées le long d'une frontière des États EEA ou de la Suisse.

**15 000€ par projet pilote**

**Accompagnement technique de REScoop.eu**

- Deux ateliers/workshops par pilote
- Accompagnement technique continu
- Organisation de webinaires thématiques

**Dates à retenir**

Appel à projet : de juillet au 21 novembre 2025  
Résultats de l'appel : janvier 2026  
Phase de mise en œuvre des projets pilotes : de mars 2026 à février 2027 (12 mois)

Co-funded by the European Union | MOT | ARFE | RESCOOP.EU

# La MOT, membre du Comité consultatif du projet européen Cross-Border Data Collection

PUBLIÉ EN MAI 2025

Ce projet, commandité par la DG REGIO avec le soutien d'Eurostat, s'étend sur la période 2024-2026. Son objectif : améliorer la collecte et la compréhension des données sur les travailleurs frontaliers dans l'Union européenne.

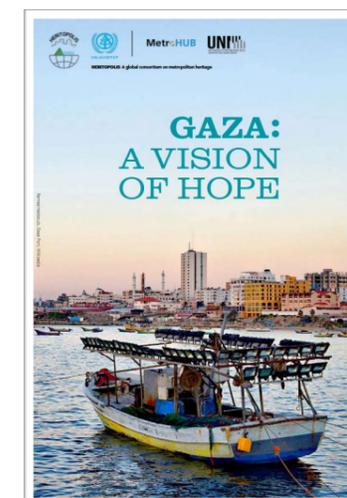
Il est piloté par un consortium dirigé par ÖIR (Autriche), en partenariat avec Statistics Netherlands, et bénéficie de l'appui de l'INSEE (France) et de Statistics Denmark. La contribution de la MOT permettra d'apporter l'expertise des territoires frontaliers français à ce chantier stratégique pour la connaissance des mobilités transfrontalières en Europe.



Plus d'infos →

## Publication du rapport Anthedon : la MOT contribue à une vision pour l'avenir de Gaza

PUBLIÉ EN JUIN 2025



Plus d'infos →

La MOT soutient la coopération transfrontalière à travers le monde entier. Aux côtés d'experts UN-Habitat UNI d'Heritopolis et de professionnels de divers horizons, elle contribue à l'initiative Anthedon, une vision pour l'avenir de Gaza et son intégration dans une région plus connectée, avec Israël et les pays voisins.

A cours des derniers mois, ces experts ont rédigé un rapport explorant différents scénarios pour l'avenir de cette région, aujourd'hui marquée par des profonds clivages et une violence inédite. La MOT a contribué au chapitre « Metropolitan Governance » afin de mettre en lumière les différentes dimensions d'intégration et le rôle d'une gouvernance transfrontalière multinationale dans la quête de paix sur ces territoires. Elle a également fait partie du comité de pilotage de cette initiative et a élaboré des études de cas intégrées au rapport.

## Beyond Borders Breakfast Debate #23 « BRIDGEforEU shaping the future of Cross Border Cooperation in Europe » : les supports sont en ligne !

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2024

Le 23<sup>ème</sup> Beyond Borders Breakfast Debate qui s'est tenu le 12 juin 2025, avec plus de 200 participants en ligne, a porté sur la mise en œuvre du règlement BRIDGEforEU, récemment adopté.

- Sandro Gozi, député européen, rapporteur du règlement et vice-président de la MOT, a détaillé les principales avancées du texte comme la création de Points de Coordination Transfrontaliers nationaux et/ou par frontière.
- Intervenant également à l'événement, le directeur général de la MOT, Jean Peyrony, a présenté les enjeux concrets identifiés sur le terrain et les attentes des acteurs locaux vis-à-vis de ce nouveau cadre.

Plus d'infos →

### La Commission européenne lance un appel pour des « Ambassadeurs transfrontaliers »

PUBLIÉ EN JUIN 2025

La Commission européenne lance un appel à candidatures pour devenir « Ambassadeur transfrontalier » : le programme s'adresse notamment aux jeunes engagés dans la coopération entre régions frontalières. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 2 septembre 2025.

[Plus d'infos](#) →



### Appel d'offre du Programme ESPON : Analyse ciblée [CROSSSHOP] « Achats transfrontaliers dans la région frontalière franco-allemande »

PUBLIÉ EN JUIN 2025

L'appel d'offres débouchera sur la mise en œuvre d'un projet d'analyse ciblée dans le cadre du plan d'action thématique « Vivre, travailler et voyager à travers les frontières ». Le projet examinera les achats transfrontaliers en analysant les habitudes de consommation des habitants des deux côtés de la frontière, l'attractivité des sites commerciaux existants et les différences socio-économiques entre les régions frontalières en France et en Allemagne.



[Plus d'infos](#) →

## Les 40 ans de Schengen : un cap à défendre !

PUBLIÉ EN JUIN 2025

Cette année marque le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la signature des accords de Schengen, un pilier de la construction européenne qui permet la libre circulation de plus de 400 millions de citoyens dans l'espace européen. Pour la MOT, cet anniversaire est l'occasion de rappeler combien cet acquis reste essentiel pour les territoires frontaliers, où le quotidien de millions de personnes dépend de l'ouverture des frontières.

### « DON'T TOUCH MY SCHENGEN 2025 »

Les Jeunes Européens Fédéralistes (JEF) ont lancé à cette occasion l'initiative « Don't Touch My Schengen 2025 », pour sensibiliser le grand public et les décideurs à la nécessité de préserver cet espace de libre circulation. Cette campagne s'accompagne d'un manifeste appelant à renforcer Schengen et à lutter contre les remises en cause ponctuelles des droits qu'il garantit. Les territoires transfrontaliers sont en première ligne pour mesurer les bénéfices de Schengen, mais aussi les

impacts négatifs de ses suspensions. La crise sanitaire en avait déjà apporté la démonstration, et aujourd'hui encore, le rétablissement de contrôles, comme entre la France et l'Allemagne, perturbe fortement le quotidien des travailleurs frontaliers. Plus que jamais, la MOT soutient les initiatives qui défendent et renforcent cet acquis européen, essentiel à la vie quotidienne, à la coopération entre les régions et à la cohésion territoriale de l'Europe.

A noter également l'initiative de six députés français et allemands qui plaident pour « une plus grande souplesse ».

Lire également le Point de vue de Franck Leroy, président de la Région Grand Est dans le journal Ouest France : « Schengen est une chance, pas une menace ».

[Plus d'infos](#) →



© European Union 2025 - EU Audiovisual Service - Johanna Leguerre

# LA DOC.

## LES PUBLICATIONS DE LA MOT

**FOCUS – L'emploi transfrontalier**  
PUBLIÉ EN AVRIL 2025

[Plus d'infos](#) →



### PLAIDOYER L'avenir des programmes Interreg post-2027

PUBLIÉ EN AVRIL 2025

Suite à son groupe de travail «Post 27» qui a réuni une quarantaine de membres de son réseau, la MOT a élaboré une prise de position fondée sur les expériences et points de vue issus des différentes frontières françaises. L'objectif : identifier les priorités pour les futurs programmes Interreg après 2027 et formuler des propositions concrètes.

[Plus d'infos](#) →



### RAPPORT Rapport d'activité 2024

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →



### BROCHURE Observ'Alp – Portrait de territoire

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →



### FICHE PROJET VIALPS : Un itinéraire cyclo-transfrontalier au cœur des Alpes

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →



### FICHE PROJET AMBENIS : Relance pour un tourisme durable du Massif d'Ambin au Mont Cenis

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →



### FICHE PROJET TransIT : Pour un Tourisme Culturel Durables

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →



### FICHE PROJET Projet de navette transfrontalière du Mont Cenis

PUBLIÉ EN JUIN 2025

[Plus d'infos](#) →

## AUTRES PUBLICATIONS



### Marché du travail et métiers en tension en lorraine nord et au Luxembourg : un enjeu partagé

AGENCE D'URBANISME D'AGGLOMÉRATIONS DE MOSELLE, 2024



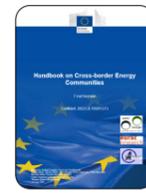
### Portrait de la métropole – un récit de la métropole lilloise

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE LILLE MÉTROPOLÉ, 2024



### Cross-border work in the EU and EFTA countries

COMMISSION EUROPÉENNE, 2024



### Handbook on Cross-border Energy Communities

COMMISSION EUROPÉENNE, JANVIER 2025



### Atelier ACTAREA : Le bassin de vie dans la région transfrontalière Strasbourg-Ortenau

PROGRAMME ESPON, JUILLET 2024



### Atelier ACTAREA : Le bassin de vie dans la région transfrontalière SaarMoselle

PROGRAMME ESPON, OCTOBRE 2024



### Cross-border Governance Blueprint - EGTC Alzette Belval, PMF and PRO-SUD

OCDE, COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Cross-border Governance Blueprint - EGTC Cerdanya Hospital

OCDE, COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Cross-border Governance Blueprint - Eurometropole Lille-Kortrijk-Tournai

OCDE, COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères sur les problématiques rencontrées par les Français vivant en zone transfrontalière dans l'Hexagone (Mme Brigitte Klinkert), n° 1023

ASSEMBLÉE NATIONALE, 2025



### Cross-border regional labour market analysis: Handbook to reinforce cross-border regional labour market analysis

COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Cross-border regional labour market analysis: Final report

COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Formation professionnelle continue en Grande Région, Etat des lieux

TASK FORCE FRONTALIERS 3.0 DE LA GRANDE RÉGION, 2024



### Télétravail Frontalier au Luxembourg

FRONTALIERS GRAND EST, DÉCEMBRE 2024



### Cross-border Sport and Leisure: public action, practices and usage in the European Union

JOURNAL OF BORDELANDS STUDIES, VOL. 40, N°1, YANNICK HERNANDEZ, WILLIAM GASPARINI, CLÉMENCE PERRIN-MALTERRE, DÉCEMBRE 2024



### Border Temporalities in and Beyond Europe

BIG REVIEW, 2025



### Italian Borderscapes After 2020: Mapping, Unfolding, Re-Framing Border Territories in Response to the Covid-19 Pandemic: Italo-French Border, 2024

POLITECNICO DI MILANO, FREE UNIVERSITY OF BOZEN-BOLZANO (UNIBZ), CNR-ISSIRFA, 2024



### Marchés transfrontaliers du logement en Europe - Région du Grand Genève

PROGRAMME ESPON, 2025



### Marchés transfrontaliers du logement en Europe - Région frontalière basque

PROGRAMME ESPON, 2025



### Multiple levels, multiple streams: how border regions made it into the Treaty of Aix-la-Chapelle

FRENCH POLITICS, N°23, WENZELBURGER G., THURM S., 2025



### Harvesting report on Post 2027 Interreg: Results of stakeholder, citizen and programme consultation

COMMISSION EUROPÉENNE, 2025



### Stories of European cooperation EU values

PROGRAMME INTERACT, 2025



### Et au milieu passe une rivière - Le Grand Genève tel qu'on le vit

SÉBASTIEN COLSON, ED. SLATKINE, 2025



### Atlas transfontalier de l'Arc jurassien franco-suisse

OSTAJ, MAI 2025



### La filière forêt-bois dans l'Arc jurassien franco-suisse

ÉTUDES TRANSFRONTALIÈRES, INSEE DOSSIER BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, N°13, MAI 2025



### Trafic transfrontalier: le pont de l'Europe dans les parcours routiers

NOTE DE L'ADEUS, N°345, MARS 2025



### Comitologie internationale fluviale en France hexagonale: état des lieux et nouvelles stratégies

IGEDD, 2025



### Projet de territoire du Rhin supérieur

CONFÉRENCE FRANCO-GERMANO-SUISSE DU RHIN SUPÉRIEUR, 2025



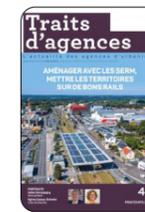
### La société civile, acteur incontournable pour faire du vécu transfrontalier un vecteur d'intégration européenne

RAPPORT DU CESER GRAND EST, 2025



### Instrumental and cordial logics of cross-border cooperation in Europe: toward a game-theoretic approach

TERRITORY, POLITICS, GOVERNANCE, 1-20, ZIMMERBAUER, K., DURAND, F., DECOVILLE, A., KIVELÁ, S., 2025



### Aménager avec les Serm : mettre les territoires sur de bons rails

TRAITS D'AGENCES N°46, FNAU, PRINTEMPS 2025



### Frontières

LA GÉOGRAPHIE N°1597, SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE, ÉTÉ 2025



### Gaza: A Vision of Hope

UN-HABITAT UNI D'HERITOPOLIS, 2025

### Portail documentaire

Retrouvez toutes les publications sur la coopération transfrontalière dans le portail documentaire de la MOT, avec plus de 2600 documents accessibles en ligne.

La consultation du moteur de recherche est en accès libre mais la consultation des documents en ligne est réservée aux adhérents et aux étudiants/chercheurs.

Plus d'infos →





Rétrospective #08  
Janvier - Juillet 2025

Publié en Septembre 2025.  
Directeur de publication : Jean Peyrony.  
Réalisation : Domitille Ayrat.

Photos : Droits réservés.

Pour s'abonner à la newsletter :  
[www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)



Mission Opérationnelle Transfrontalière  
38 rue des Bourdonnais – 75001 Paris – France  
[www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)  
[mot@mot.asso.fr](mailto:mot@mot.asso.fr)

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

